



HAL
open science

Le pouvoir du positivisme et ses limites : microéconométrie et macroéconométrie actuelles du développement

Jean Cartier-Bresson

► To cite this version:

Jean Cartier-Bresson. Le pouvoir du positivisme et ses limites : microéconométrie et macroéconométrie actuelles du développement. 2013. <hal-00847005>

HAL Id: hal-00847005

<https://hal.science/hal-00847005v1>

Preprint submitted on 22 Jul 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



cemotev

Centre d'Etudes sur la Mondialisation, les Conflits, les Territoires et les Vulnérabilités

**Le pouvoir du positivisme et ses limites :
microéconométrie et macroéconométrie actuelles
du développement**

Jean Cartier-Bresson

Cahier du CEMOTEV n° 2013-01

Qu'est-ce que le CEMOTEV ?

Le CEMOTEV (Centre d'Etudes sur la Mondialisation, les Conflits, les Territoires et les Vulnérabilités), équipe d'accueil habilitée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (EA n°4447), a pour objectif de renforcer les activités de recherche sur la diversité et la complexité liées à la mondialisation et au développement durable en mettant l'accent sur : (1) les dimensions de temporalités, d'inerties historiques, d'irréversibilités qui permettent d'éclairer les vulnérabilités cachées ; (2) les dimensions territoriales des processus économiques et sociaux, introduites par la mondialisation, les questions d'environnement et de développement, les nouvelles articulations entre les différents niveaux d'échelle (mondial, continental, national, régional et local) qu'elles produisent, ainsi que les conflits générés.

Le CEMOTEV est structuré autour de **deux axes de recherche** :

- L'axe CARMEN - Conflits Autour des Ressources Naturelles, Mondialisation et Gouvernance des Territoires - qui privilégie trois domaines de recherche : les enjeux territoriaux liés aux ressources naturelles et énergétiques ; la gouvernance des territoires et des aires protégées ; le tourisme, l'environnement et le développement : du local au global.
- L'axe RÉVÉES - Recherches et Études sur les Vulnérabilités Économiques Environnementales et Sociales – qui privilégie trois domaines de recherche : l'identification de la nature des risques et l'appréhension de l'exposition aux risques ; les relations entre vulnérabilité et développement soutenable ; l'analyse des capacités de réponse aux chocs.

Thématiques de recherche : Mondialisation et gouvernance, vulnérabilités, conflits, économie des territoires, valorisation et gestion des ressources naturelles et des actifs environnementaux, paiements pour services environnementaux, réseaux énergétiques et cultures agro-énergétiques, aires « protégées » et territoires, tourisme du local au global, filières de production mondiale.

Pluridisciplinarité : Les thématiques abordées font appel à divers champs de la science économique : économie de l'environnement, économie du développement, économie du développement durable, économie internationale, économie industrielle. Elles sont abordées dans une perspective pluridisciplinaire avec la géographie.

Réseaux et projets au Nord et au Sud : Les problématiques de la mondialisation, de la vulnérabilité, des conflits, du développement durable conduisent le CEMOTEV à mettre l'accent sur les nouvelles dynamiques des relations Nord-Sud. Les réseaux de recherche existants (en Afrique, en Amérique latine et en Asie) et la participation aux projets de recherche renforcent les logiques partenariales Nord-Sud.

Pour en savoir plus vous pouvez consulter le site internet

<http://www.cemotev.uvsq.fr>



Laboratoire CEMOTEV
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
47, bd Vauban, 78047 Guyancourt Cedex, France
cemotev@uvsq.fr
Tel. + 33 (0)1 39 25 57 00 – Fax + 33 (0)1 39 25 53 00

UNIVERSITÉ DE
VERSAILLES 
ST-QUENTIN-EN-YVELINES

**Le pouvoir du positivisme et ses limites :
microéconométrie et macroéconométrie actuelles
du développement**

Jean Cartier-Bresson
jean.cartier-bresson@uvsq.fr

CEMOTEV, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Cahier du CEMOTEV n° 2013-01

Pour citer ce document :

Cartier-Bresson, J., 2013, « Le pouvoir du positivisme et ses limites : microéconométrie et macroéconométrie actuelles du développement », *Cahier du CEMOTEV n° 2013-01*, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Résumé : Le pouvoir du positivisme et ses limites : microéconométrie et macroéconométrie actuelles du développement

Jean Cartier-Bresson

Ce document de travail explore la façon dont la phase de vérification empirique a pris le dessus sur les autres phases de la recherche en économie du développement. Cette dérive concerne le sujet phare du moment : les institutions, leur mesure, leurs effets et leurs évaluations. L'hypothèse est que la méthodologie en vogue est scientifique et que son utilisation par les organisations internationales est positiviste.

Mots clés : institutions, gouvernance, économie politique, méthodologie, positivisme, scientisme, *evidence-based policy*.

Abstract : The power of positivism and its limits : current development microeconometrics and macroeconometrics

This paper explores how the phase of the empirical verification has taken precedence over other phases of research in development economics. This trend involves the temporary spotlight on: the institutions, their reach, their effects and their evaluation. The hypothesis is that the fashionable methodology is scientism and its use by international organizations is positivist.

Key words : Institutions, governance, political economy, methodology, positivism, scientism, evidence-based policy.

Table des matières

Avant-propos	6
Introduction	7
1. Le contexte du tournant vers des politiques sociales et son refus.....	10
2. Les défis posés aux vérifications macro-économétriques institutionnalistes	13
2.1. Le nouvel institutionnalisme et la croissance	14
A- Une variable composite magique complexe et difficile à produire et à quantifier :	
A 15	
B- La variable A et la croissance pro pauvre	16
2.2. La production et la transformation des institutions : une question d'économie politique.....	16
A- Le financement de l'amélioration de la qualité de la variable A dans les PED-PMA : une question d'économie politique	17
B- Economie politique, théorie des jeux, et production de la variable A	18
C- L'influence des nouvelles approches sur les premières recherches empiriques	19
2.3. Les nouvelles preuves empiriques macroéconomiques sur la gouvernance et les performances	21
A- L'expérimentation naturelle et la production d'un récit	21
B- L'utilisation de variables instrumentales : progrès technique ou analytique ?	22
3. L'évaluation d'impact par assignation aléatoire (EIAA)	24
3.1. Une technique statistique importée centrée sur les divers comportements humains.	25
A- Les principes de l'évaluation « scientifique » pour <i>l'Evidence-Based Movement</i> (EBM).....	26
B- Le « positivisme » et l'empirisme de l'EBM.....	27
3.2. Un dialogue difficile	29
A- Un argumentaire vendeur construit sur la déception	29
B- Un refus de sur responsabiliser les pauvres... ..	31
C- ... Mais la volonté de construire un monopole scientifique sur une démarche empiriste	31
3.3. Un projet de construction d'une théorie fondée sur les comportements de procrastination	34
A- Une critique de la rationalité de l'homo oeconomicus : la procrastination	34
B- Des résultats sur la procrastination et les élasticités prix.....	35
C- Une rupture partielle avec le modèle hypothético-déductif.....	36
D- Les enquêtes de terrain et les sciences sociales	38
Conclusion.....	40
Références bibliographiques	41

Avant-propos

Ce document de travail fait suite et complète mes textes présentés (i) lors du colloque GEMDEV-UNESCO sur « La mesure du développement, comment science et politique se conjuguent » en février 2012, et (ii) lors de la conférence jointe de l'Association d'Economie Politique (AHE-FAPE-IIPE) à Paris en juillet 2012.

Il creuse les pistes de réflexion déjà entamées sur « Les mots du développement : trajectoires et pouvoirs » (Cartier-Bresson et al. 2009), et sur la construction académique et l'opérationnalisation par les institutions internationales de l'agenda de la gouvernance (Cartier-Bresson, 2008, 2010b) et de l'aide publique au développement (APD) dans les Etats fragiles (Cartier-Bresson, 2011). Il doit beaucoup aux discussions au sein d'un groupe informel de chercheurs travaillant sur la randomisation¹.

La conception qu'ont les organisations internationales des relations entre les institutions et le développement mobilise des théories académiques, des mesures et leur utilisation politique souvent scientifique et peu soucieuse de la complexité du problème. Les institutions internationales cherchent et affirment alors des vérités qui ne facilitent pas le dialogue pluraliste indispensable à l'accumulation de savoirs sur les institutions, leurs rôles et leur transformation. Ces théories et leur vérification par la mesure influencent indirectement la rhétorique² autant académique que des institutions internationales (principalement la Banque mondiale, mais aussi le FMI, le PNUD). Notre hypothèse est que ce que nous ressentons comme du scientisme est rendu possible par le flou entourant les choix méthodologiques des auteurs structurant les divers renouveaux de l'économie du développement. Je propose ici une lecture de la pensée contemporaine sur l'économie du développement éclairant la fonction discursive de l'utilisation de la technique statistique.

Ma motivation vient d'une forte déception vis-à-vis de l'apport de cette vague de publications « techniques » et « à la mode » sur mon sujet de recherche : corruption, clientélisme, institutions et gouvernance. Il s'agit donc (i) de partager mes réflexions méthodologiques, d'où un ton et des considérations assez subjectifs, et (ii) de favoriser un dialogue pluraliste et respectueux du travail des économètres.

¹ A. Devaux Spatarakis, J. Favreau A. Jatteau, G. Jean, A. Labrousse,

² Nous avons utilisé dans Cartier-Bresson (2010b) la définition de la rhétorique de D. McCloskey (1983). Il s'agit pour lui de « l'art d'étudier ce en quoi les hommes croient devoir croire et non d'établir la vérité au moyen de méthodes abstraites. La rhétorique est une conversation policée (codifiée) qui permet d'évaluer les raisons de parvenir à des conclusions plausibles, mais fragiles. Elle participe d'une conception pragmatique de la vérité ». Pour D. McCloskey, « la rhétorique produit un savoir plus fécond que la méthode positiviste hypothético-déductive » (chère aux néo-classiques) qui serait « arrogante, prétentieuse et demeurerait un rituel pseudo scientifique ». Le terme de rhétorique n'est donc pas péjoratif, il décrit la réalité des processus de décision collective, bien éloignée de la démarche scientifique.

Introduction

La conférence AFD-EUDN de 2010 (actes publiés en 2011) s'intitulait « Mesure pour mesure »³ et celle de 2012 se nommait « Malaise dans l'évaluation ». A la lecture des contributions de ces deux ouvrages, la mesure du développement et l'évaluation d'impact des politiques mises en œuvre sont ainsi auscultées d'une nouvelle façon qui devrait, selon moi, pousser les chercheurs à rester : (i) prudents sur la pertinence des indicateurs qu'ils utilisent et sur leur signification exacte ; (ii) humbles quant à leurs résultats qu'ils doivent confronter aux autres en évaluant leur apport relatif ; (iii) vigilants sur la comparabilité des études se construisant sur des méthodes et des hypothèses différentes⁴ ; (iv) précautionneux et responsables quant à l'utilisation de leurs travaux par les organismes publics ou internationaux.

Une profusion de questions et d'indicateurs, ...

De nouvelles questions se posent avec l'élargissement des domaines traités par l'économie du développement standard. Que doit-on mesurer au niveau macro ou micro (défini dans ce texte comme le niveau des politiques publiques sectorielles) ? Et pourquoi ? Le PIB ou le revenu des ménages, le bien-être, la soutenabilité, la pauvreté, la vulnérabilité, la qualité de la gouvernance et des institutions, ou encore le bonheur (dernière mode) ? Comment savoir à un niveau macro ou micro si une expérience particulière réussie (selon un chiffre construit parmi d'autres) peut être dupliquée dans le pays ou ailleurs⁵. Ces expériences concernent de nombreux domaines : (i) les politiques macro-économiques (une dévaluation, un ajustement budgétaire ou une augmentation de la pression fiscale) ; (ii) les politiques interventionnistes (subvention, protection) ; (iii) les politiques d'amélioration de la fourniture de biens collectifs (eau, éducation, santé, logement, sécurité).

A ces questions il n'existe pas de réponse unique. En effet, les règles du jeu officielles et non officielles, la qualité des acteurs concernés, leur concernement ou leur implication, leurs objectifs (ou fonction d'utilité) plus ou moins conflictuels, et leurs engagements de long terme sont des éléments de la réussite aussi importants que l'engagement ferme et à long terme des bailleurs de fonds (APD) ou de la communauté internationale (par exemple les accords commerciaux favorables aux pays en développement (PED)).

Quels sont les données, les indicateurs macro et micro et les techniques acceptables qui tentent de quantifier et d'utiliser ces mots du développement qui sont de plus en plus non économiques depuis le « tout institutionnaliste », et dont la dimension est fortement qualitative (potentialisation, capabilité, démocratie, effectivité du droit, confiance) ? Comment en projeter à travers un modèle pertinent les effets dans les PED ? La gageure tient à la difficulté de trouver un consensus sur des notions dont les enjeux de pouvoir sont

³ F. Bouguignon, dans son introduction, affirmait que la signification des indicateurs agrégés était pour le moins ambiguë. S'ils avaient l'intérêt d'attirer l'attention de l'opinion publique sur de nouveaux sujets, ils relevaient plus d'un jeu statistique avec peu d'implications fortes claires et indiscutables sur le développement. Il rappelait surtout que les diverses dimensions du développement ne sont pas comparables et ne sont donc pas interchangeables, comme cela devrait être le cas avec un indicateur agrégé.

⁴ Il est peu rigoureux d'agréger pour donner du poids à son propos, comme cela se fait tout le temps en économie, dans une même parenthèse des auteurs démontrant la même chose, mais avec des concepts, méthodes et idéologies très différentes.

⁵ Et inversement, si l'échec d'une politique, dans un pays ou dans un village, interdit de la mettre en œuvre ailleurs.

importants. Comment comparer économiquement (statistiquement) des pays qui sont extrêmement différents d'un point de vue structurel (géographie et histoire longue), sociologique, politique et institutionnel ? Enfin, plus généralement, comment les processus politiques décisionnaires et administratifs de gestion (nationaux et internationaux) peuvent-ils prendre en compte les résultats académiques de la recherche et de l'évaluation sans incompréhension, trahison ou manipulation ? Cela, sachant que l'utilisation, réelle et non rhétorique ou stratégique, de ces résultats par les décideurs reste très faible car les politiques économiques mises en œuvre se fondent sur un savoir non savant et des croyances suffisamment simples pour permettre aux opinions et aux leaders de se confronter et de trancher (par vote démocratique selon la norme démocratique).

... pour un discours scientifique...

Deux formes de mesures et de production des chiffres et de données démonstratives (de vérification empirique) me semblent être valorisées dans la recherche sur le développement actuellement et vont retenir notre attention.

La première est issue des améliorations techniques de la recherche macro économétrique explorant le rôle des institutions et cherchant des causalités entre celles-ci (mesurées par des indicateurs composites) et les performances des pays grâce à des variables instrumentales. L'objectif est de démontrer que les causalités ne s'exercent pas dans les deux sens.

La seconde est l'évaluation d'impact par assignation aléatoire (EIAA)⁶ utilisant des méthodes micro économétriques pour traiter des données d'enquêtes de terrain et démontrer la présence de causalités claires et indiscutables entre une intervention et ses effets attendus sur une population.

La méthodologie me semble dans les deux cas scientifique dans le sens qu'elle affirme la possibilité d'une conclusion scientifique, selon le critère des sciences exactes⁷ (l'unicité méthodologique) et refuse l'hypothèse du dualisme méthodologique. L'unicité de la méthode affirme qu'il faut copier le processus de la recherche dans les sciences sociales (sociologie, économie, anthropologie) sur celui des sciences de la nature (physique et biologie), alors que le dualisme méthodologique adopte la proposition de M. Weber qui sépare d'un côté les sciences de la nature sujettes à l'expérience et à la vérification d'une proposition de loi scientifique, et de l'autre les sciences sociales qui sont concernées par les interactions humaines qui impliquent des comportements, des motivations et des enjeux multiples souvent contradictoires : par exemple recherche du pouvoir et bienveillance versus recherche du pouvoir et malveillance.

⁶ Un terme équivalent est essai clinique randomisé, ou en anglais randomized controlled trials (RCTs) ou encore randomized field trials (RFTs).

⁷ F. von Hayek (1952) est l'un des premiers à critiquer l'influence méthodologique que les sciences de la nature triomphantes, car innovantes, ont exercé sur les sciences de l'homme à la suite de la fascination que ces premières suscitaient chez les économistes de la seconde moitié du XIX^{ème}. Le scientisme est pour lui « l'imitation servile de la méthode et du langage de la Science et une application mécanique et sans discernement de certaines habitudes de pensée à des domaines différents de ceux dans lesquels elles ont été formées pour construire la Science » (la physique et la biologie) ». Sa critique de la mentalité des « ingénieurs économistes » cherchant à organiser scientifiquement en expert l'humanité se construit sur le caractère subjectif des données dans les sciences sociales qui ne concernent pas les rapports mécaniques entre des objets (ou des cellules), mais le rapport des hommes aux objets ou des hommes entre eux.

Pour les scientifiques, les preuves empiriques fournies par une méthode statistique rigoureuse sont censées permettre une démonstration scientifique devant laquelle le politique ne peut que s'effacer⁸ car il devient possible d'organiser scientifiquement l'humanité. Cette conception de la recherche et de ses utilisations sont positivistes⁹.

... et son utilisation politique

Ma contribution tente principalement d'expliquer les apports et limites de ces deux types de recherche « scientifique » et le soutien qu'elles rencontrent autant dans le monde académique que dans celui des décideurs des institutions financières internationales (IFI). La place de ces recherches se construit techniquement, politiquement et institutionnellement. Deux interrogations émergent alors.

La première est épistémologique et concerne les méthodes de vérification empirique dans le domaine de l'économie institutionnelle. Comment se tranche un débat ? Qu'est-ce qu'une preuve ? Quel rapport se noue entre la pensée intuitive, les concepts, les théories, les modèles, les données empiriques et leurs traitements ? La réponse que l'on trouve, plus dans le discours que dans la pratique de la majorité des économistes, et que je trouve insatisfaisante, se fonde sur les méthodes des sciences exactes avec la découverte de preuves concernant la causalité. Plus précisément pour notre sujet, la majorité des économistes cherchent actuellement à produire une théorie des origines et des effets des institutions et des comportements humains, qui suivrait ce canon méthodologique constitué pour analyser les données quantitatives (par ex. les prix) et qui est issu des sciences de la nature. Le tournant institutionnaliste n'a pas entraîné d'évolution méthodologique. Dit autrement pour reprendre le titre d'un livre : « L'économie devient-elle une science dure ? » (D'Autume et Cartelier, 1995)¹⁰. Et si l'on pense que cela ne doit pas être le cas dans le domaine des institutions, quelle est l'alternative pour le puzzle hétérogène de la pensée dite hétérodoxe ?

La seconde interrogation est de nature plus politique et relève du rapport entre la recherche académique et son utilisation par les organisations internationales (cf. Delarue et al. 2009).

⁸ Les mauvaises politiques s'expliqueraient alors par l'ignorance des causalités entre les variables et non par les conflits distributifs ou de temporalité. La recherche scientifique et sa diffusion pédagogique devraient permettre la mise en œuvre des bonnes politiques. Les points d'appui méthodologique des deux approches que nous analyserons ne sont pas très clairs, mais ils ne semblent pas conformes à l'infirmité poppérienne (la falsifiabilité).

⁹ Le positivisme d'A. Comte défend l'idée que toutes les activités philosophiques et scientifiques ne doivent s'effectuer que dans le seul cadre de l'analyse des faits réels vérifiés par l'expérience et que l'esprit humain peut formuler des lois exprimées en langage mathématique (un raisonnement formalisable), en dégagant, par le moyen de l'observations et d'expériences répétées, les relations constantes qui unissent les phénomènes et permettent d'expliquer la réalité des faits. Les lois permettent de décrire et de prédire les phénomènes. Le positivisme est un vérificationnisme dans le sens du cercle de Vienne (Carnap) et les lois vérifiées empiriquement seront utilisées rationnellement par les décideurs publics.

¹⁰ Dans leur introduction les deux auteurs écrivent que « la question de la scientificité de l'économie se pose de façon plus nette que dans n'importe quelle autre discipline sociale. S'il en est ainsi, c'est sans doute à cause de l'aspect directement quantitatif des phénomènes que l'économie a pour tâche de comprendre et éventuellement d'influencer ». C. Benetti et J. Cartelier dans cet ouvrage vont plus loin en affirmant que la science économique concerne la théorie de la valeur et des prix, donc « parmi l'ensemble des relations sociales, les économistes ont choisi celles qui se présentent sous une forme quantitative... et ont laissé les autres (famille, relations politiques, pratiques religieuses et symboliques) être l'objet d'autres savoirs spécialisés ». Accepter l'intégration des institutions comme variable essentielle à l'analyse économique implique de mettre au premier rang des relations sociales qualitatives et rend caduc le propos de nos auteurs.

L'art de gouverner¹¹ et sa légitimation par le chiffre (*evidence-based movement*, EBM et *soft power*)¹² permettent un processus de décisions collectives qui cherche le consensus (grâce à la persuasion par des preuves se voulant irréfutables) pour favoriser la mise en œuvre d'une politique donnée. En cela le processus n'est plus une simple injonction assortie de menace ou de conditionnalité (*hard power*) et les chercheurs sont appelés à renforcer les croyances dominantes du moment des IFI : les institutions de type anglo-saxon sont les plus efficaces et permettent les meilleures performances. Cependant, certaines critiques au modèle rhétorique dominant sont intégrées dans le débat (les conférences annuelles conjointes Banque mondiale et FMI ABCDE en sont un exemple).

N'étant pas économètre notre contribution vise à lancer le débat sur les deux interrogations mentionnées précédemment, à partir d'une présentation du projet scientifique de la macro économétrie institutionnaliste et des EIAA. J'utiliserai en toile de fond mon thème de recherche (Economie Politique de la Corruption et de la Gouvernance, Cartier-Bresson, 2008) pour tester les apports théoriques, empiriques et opérationnels de ces nouvelles recherches. Une première brève section présente l'environnement intellectuel des débats, la seconde analyse les travaux macroéconomiques sur la relation entre institutions et croissance et enfin la troisième étudie l'évaluation randomisée des politiques publiques.

1. Le contexte du tournant vers des politiques sociales et son refus

Les doutes émis dans les années 1980 par les divers opposants aux politiques d'ajustement conjoncturel et structurel ont progressivement plus ou moins pénétré l'esprit des décideurs des institutions financières internationales (Banque Mondiale et FMI) à partir du début des années 1990. Cette évolution a déstabilisé la recherche macro et microéconomique officielle permettant un renforcement des approches qui s'éloignaient du *Consensus de Washington*. Ce dernier se fondait sur les travaux de la Nouvelle Economie Classique (Lucas) et du *Public Choice* (qui a toujours été une forme d'institutionnalisme)¹³. C'est dans ce contexte général de nouvelle orthodoxie institutionnaliste et d'apologie de la bonne gouvernance (Cartier-Bresson, 2000, 2008, 2010b), que D. Rodrik (2006) nomme le « nouveau Consensus de

¹¹ J.M. Keynes distinguait la science positive, corps de savoir systématisé concernant ce qui est ; la science normative ou régulatrice, corps de savoir systématisé discutant les critères de ce qui devrait être ; et enfin l'art... système de règles pour l'obtention d'une fin donnée. Cette distinction permet de comprendre que les IFI doivent trouver l'art de gouverner en s'appuyant sur des prescriptions normatives académiques (donc discutables et à discuter dans le champ des valeurs philosophiques relatives aux fins de l'activité humaine) qui devraient se fonder sur les savoirs positifs. Ces derniers devraient être formulés sous la forme de lois ou tout du moins de preuves d'une régularité des phénomènes dont la vérité peut être remise en cause parce qu'elle n'est qu'une hypothèse pouvant toujours être réfutée (infirmité de K. Popper). Cependant les savoirs positifs sont rarement des lois au sens des sciences exactes et ils entretiennent un rapport flou et complexe avec les savoirs normatifs. La position popperienne des économistes se fonde sur un dualisme radical des faits et des normes et aurait pour fonction, selon J. Habermas, la séparation absolue du savoir et de l'action en privilégiant exclusivement la démarche scientifique (Brochier, 1995). Cette position serait positiviste et contraire à l'éthique de la délibération, fondement de la démocratie qui se suffit vraisemblablement de la plausibilité.

¹² La Banque mondiale comme banque de savoir avec sa capacité d'influence par la diffusion de ses idées (cf. Cling et Roubaud, 2008) est un exemple de *soft power*. P. Lascoumes et al (2004) ont déjà décortiqué les enjeux et effets de gouverner par les instruments et la place du chiffre dans ce processus.

¹³ Le *Public Choice* se construit en effet sur une critique institutionnaliste radicale d'économie positive du courant de l'Economie du Bien-être normative, qui ne prend jamais en compte la présence des institutions et conserve le paradigme (la fiction) de planificateur bienveillant, omniscient et omnipotent complémentaire du commissaire priseur de la main invisible.

Washington », que le doute va aussi toucher l'efficacité des politiques d'aide publique au développement (APD) et déterminer l'émergence en 2000 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), avec comme priorité la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité¹⁴.

Ce tournant peut aussi s'expliquer par la chute du mur de Berlin qui va réduire l'APD géopolitique liée à l'affrontement Est-Ouest, et par l'émergence de nouveaux défis de sécurité labélisés de Biens Publics Mondiaux (terrorisme, guerres civiles, pandémies, migrations, changement climatique) dont le caractère est souvent plus politico-social qu'économique. Le renforcement du rôle des acteurs privés (ONG, fondations philanthropiques) animés par la compassion et la solidarité, et se méfiant de la planification étatique, a accentué le soutien aux projets très ciblés dans les secteurs sociaux. Enfin, le succès du décollage caractérisant les pays émergents réoriente l'aide vers les pays les moins avancés (PMA)¹⁵, les Etats faillis, nommés aussi les pays à faible revenu en difficulté. C'est à dire vers des pays où l'efficacité de l'aide est faible car ceux-ci cumulent tous les handicaps.

Ces changements ont créé une polémique parmi des économistes qui se partagent l'espace public de la discussion en publiant des livres grand public. La controverse a opposé l'optimiste J. Sachs (2005), le sceptique W. Easterly (2006) et la macroéconométrie de P. Collier (2007). Pour J. Sachs (conseiller spécial des Nations Unies sur les OMD) la présence de trappes à pauvreté dans les PMA implique de doubler l'aide pour pallier leur manque d'épargne nationale et pour leur permettre un décollage avant 2015. Dans cette logique (proche des premiers modèles de croissance à la Harrod-Domar) il ne faut pas conditionner les transferts à des critères de bonne gouvernance. Nous trouvons une référence explicite à la théorie de 1943 sur le *Big Push* de P. Rosenstein Rodan, mais l'investissement massif est en direction des infrastructures sociales et non plus du secteur productif. La séquence va de l'amélioration du capital humain, à la croissance puis aux évolutions institutionnelles. W. Easterly (2006) lui a répondu que l'aide massive « paternaliste » fournie à des gouvernements pratiquant une mauvaise gouvernance était gaspillée et avait très souvent des effets pervers (cf. Cartier-Bresson, 2010a pour notre présentation de son livre). Il se mettait ainsi dans les traces des théories (anciennes) des faibles capacités d'absorption (physique, administrative, culturelle), des PMA, des effets d'éviction de l'investissement privé et de la fongibilité. Les transferts de l'épargne internationale n'auront pas, dans cette logique, les effets souhaités car seuls les acteurs locaux sont informés, légitimes et pertinents. Cette théorie était déjà il y a cinquante ans la réponse critique aux propositions de *Big Push*. Enfin, dans ce débat, P. Collier explique la pauvreté et la situation des PMA par trois pièges : le piège des conflits, le piège des ressources naturelles et le piège de l'enclavement et des mauvais voisins. Ces trois pièges ont des effets cumulatifs qui sont à l'origine de la mauvaise gouvernance, et celle-ci réduit les opportunités d'investissement, donc de croissance, et empêche alors tout décollage. Il propose pour sortir des trois pièges : (i) d'augmenter l'APD en acceptant les risques de sa faible efficacité ; (ii) d'améliorer la gouvernance et la construction de l'Etat (les ONG ne sont pas l'instrument à privilégier) ; (iii) de renforcer l'accès des PMA aux marchés internationaux.

¹⁴ Cf. notre lecture du phénomène, Cartier-Bresson (2011, 2013). B. Lautier (2002) avait déjà analysé d'un point de vue critique ce tournant moral vers la lutte contre la pauvreté.

¹⁵ A. Krueger (1998) après ses années 1980 à la Banque mondiale et 90 au FMI militait pour cette nouvelle division du travail. Les aides et conseils macro aux pays émergents ayant accès aux marchés internationaux des capitaux (FMI) et les prêts sur projets d'infrastructure, y compris sociaux, ou le financement de l'amélioration des capacités administratives (peu conditionnels) aux PMA (Banque mondiale). Elle refuse dans ce texte le tournant vers les *soft issues* tels la corruption et l'environnement ou la Banque n'aurait pas de compétences.

Il est intéressant de constater que W. Easterly (2006) attaque le livre de P. Collier en expliquant qu'il se fonde sur des démonstrations macro-économétriques qui n'auraient aucune valeur scientifique. Dans un ouvrage relativement équilibré, des auteurs français (Cohen et al., 2006) affirment que l'affrontement entre les optimistes et les pessimistes de l'APD est factice, dès lors que l'on accepte que la mauvaise gouvernance est fonction des handicaps structurels des pays et donc touche très logiquement plus les PMA que les pays émergents. Le seul vrai défi intellectuel, analytique et opérationnel serait donc de trouver des solutions adaptées à un contexte de mauvaise gouvernance. Les savoirs et solutions adaptés seront alors soit micro soit macro.

Malgré leur affrontement sur la question de la relation entre l'aide et la croissance, J. Sachs et W. Easterly soutiennent la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté et partagent en très grande partie la liste des projets sectoriels (micro) à engager (vaccination, subvention des engrais, éducation primaire, microcrédit, etc.). Nos deux auteurs partagent donc aujourd'hui le sentiment qu'il y a en général des attentes irréalistes vis-à-vis des grandes réformes macroéconomiques¹⁶ (taux de profit, taux de change, taux d'intérêt), et prônent des politiques sociales sectorielles (santé, éducation, potentialisation). Ainsi, l'une des dimensions importantes de leur désaccord concerne l'efficacité des politiques d'aide et leurs mécanismes, ainsi que l'efficacité relative des politiques sectorielles menées par les gouvernements ou les ONG des PMA. Si « le diable se cache dans le détail » la divergence oppose la démarche *top down* (Sachs) à l'approche *bottom up* (Easterly). Faut-il parier sur la gouvernance locale et une capacité d'auto-organisation des acteurs (cf. Ostrom, 1990) ou faut-il soutenir la gouvernance étatique ? La demande des agences d'aide est alors devenue assez pragmatique et abrupte : « Dites-nous ce qui marche ! ».

Remarquons que parallèlement, des auteurs macroéconomistes qui partagent le constat qu'il y a beaucoup de réformes et peu de résultats (Hausmann et al., 2006 ; Rodrik, 2010) cherchent des analyses directement utilisables (opérationnelles) par les agences d'aide. Cependant, ils demeurent nettement moins focalisés sur ces projets sociaux sectoriels censés produire des effets indirects sur la pauvreté grâce à une amélioration du capital humain et des capacités. Leurs critiques concernent autant J. Sachs et ses projets de grande ampleur gérés par les Etats, que W. Easterly et ses petits projets locaux gérés par des ONG. Ils proposent alors des stratégies opérationnelles (adaptées à la demande des agences d'aide) s'appuyant sur des diagnostics larges (*analytic narratives*, cf. infra 2.2.), macroéconomiques et institutionnels, propres à chaque pays. Ceux-ci doivent permettre de mettre en lumière les deux ou trois blocages macro, essentiels, supposés empêcher la croissance et dont la réduction est crédible au vu des moyens et de l'environnement. Ils pensent qu'il faut mettre en œuvre peu de réformes, mais bien ciblées, si l'on veut beaucoup de résultats. La liste des blocages ne se limite pas à la vaccination et à l'éducation primaire de qualité, mais comprend principalement des aspects macro tels les politiques de taux de change et la question des taux d'intérêt, les problèmes de fiscalité redistributive et de taux de profit. Le processus s'apparente à une évaluation *ex ante* des blocages et *ex post* des résultats. D. Rodrik (2008) défendait la nécessité des vérifications empiriques mais expliquait pourquoi les travaux micro et macro étaient complémentaires et surtout imparfaits et donc appelaient à beaucoup d'humilité.

Ainsi en micro et en macroéconomie du développement la majorité des études privilégie-t-elle l'opérationnalité des résultats et conditionne leur programme de recherches à leur capacité à fournir des conseils. Ces études ont toutes : (i) une vision particulière des séquences

¹⁶ Le terme de croissance pro pauvre n'apparaît pas dans cette littérature.

temporelles (amélioration de la gouvernance permettant un décollage de la croissance *versus* croissance offrant la possibilité matérielle et financière d'une meilleure gouvernance) ; et (ii) une hypothèse spatiale sur l'efficacité (locale, *versus* nationale, ou globale). Les interactions dialectiques des temporalités et des niveaux ou les effets de seuils sont peu traités, voire ignorés.

2. Les défis posés aux vérifications macro-économétriques institutionnalistes

Qu'est-ce qu'une démonstration rigoureuse ? A-t-elle besoin de vérification statistique ? Tous les courants de la pensée économique font face à un défi concernant le statut de la preuve. Qu'en est-il des positions méthodologiques contradictoires dans les années 1930 : l'épistémologie poppérienne ou le vérificationnisme de L. Robbins, l'empirisme de Hutchinson ou encore plus tard le descriptivisme de P. Samuelson des années 1970 et de l'irréalisme des hypothèses développé par M. Friedman dans les années 1950 ? Toutes demeurent chères aux néo-classiques. Pourtant, pour M. Blaug (1982), spécialiste reconnu de la méthodologie économique, ces méthodes rarement appliquées (car trop contraignantes) semblent souvent peu explicatives des grandes innovations théoriques.

Plus proche de notre préoccupation, la critique de la méthode de A. Hirschman (1958) et de G. Myrdal (1957) par P. Krugman (1994) est une bonne illustration de l'affrontement méthodologique. Selon ce dernier, les économistes du développement des années 1950 ont écrit des textes brillants fondés sur des exemples historiques intéressants, au style persuasif, aux idées stimulantes cherchant à s'approcher de la complexité des interactions humaines en sciences sociales, mais ils ont perdu le combat en refusant la modélisation mathématique, pourtant facile. Le style discursif peut selon lui convaincre des décideurs et convertir des économistes, attirer l'attention sur de nouvelles questions, dans le cas de nos auteurs l'importance de la question des rendements croissants dans le secteur moderne pour le décollage d'un pays, mais il ne permettra pas de progresser théoriquement, et demeurera alors fragile, avec de simples victoires temporaires. Selon P. Krugman, seule la modélisation des intuitions de A. Hirschman sur les rendements croissants et la concurrence imparfaite, par Murphy, Shleifer, Vishny et lui-même, a enrichi la théorie économique, assuré une avancée de la pensée et une évolution des conseils de politique économique. Il écrit qu'il « faut oser être bête », c'est-à-dire simplificateur, car c'est la seule possibilité de délimiter rigoureusement le domaine de validité (d'opérationnalité) d'une théorie au regard des hypothèses adoptées, peu nombreuses mais contraignantes. Remarquons qu'aucune indication n'est proposée dans ce texte pour mener une vérification empirique du modèle.

Dans cette logique anti discursive, la technique (modélisation, statistique, théorie des jeux, etc.) semble dominer assez fortement le système de valorisation de la production intellectuelle des connaissances académiques, même pour traiter la question des institutions. Celles-ci avaient plutôt été traitées selon le principe de la colligation¹⁷ et de l'analyse comparative à la

¹⁷ La colligation est l'action de réunir et de relier des observations diverses (par ex. historiques, sociologiques, économiques, quantitatives ou qualitatives) en une notion synthétique permettant d'induire un phénomène non encore détecté. Pour M. Blaug (1982), il s'agit du « fait de lier ensemble les faits, de généraliser à un faible niveau, de théoriser à un niveau élevé et de présenter des jugements de valeur de façon narrative cohérente, le tout lié par le ciment d'un ensemble implicite de croyances et d'attitudes que l'auteur partage avec ses lecteurs. » Pour M. Blaug « entre des mains habiles cette méthode peut être extrêmement persuasive, bien qu'il soit souvent difficile d'expliquer après coup pourquoi elle a persuadé » (p. 107).

M. Weber, par la tradition institutionnaliste (Commons, Veblen, Myrdal, Hirschman, Galbraith) qui semble reprise aujourd'hui par H. Chang (2011a,b)¹⁸. La méthode permet des raisonnements, des explications, des découvertes qui ne prennent pas la forme de lois universelles a-historiques. Elle cherche la confirmation d'une hypothèse qui n'est pas démonstrative au sens logique, mais au sens analytique, et cela grâce à des inférences multiples (données brutes, statistiques, étude de cas, économétrie,...) validant une grille de lecture. Cette dernière se construit de façon contraignante par l'articulation cohérente des concepts. Cette logique de la confirmation des hypothèses est valable mais précaire car elle demeure soumise à la dynamique historique et sociale. Dit autrement, les économistes « dominants » continuent d'utiliser la méthodologie des sciences dures développée historiquement par la science économique pour traiter la question des institutions et des choix individuels qui participe évidemment selon moi des sciences sociales, de la philosophie, de l'histoire et de la psychologie. Cette prise de distance avec le monde walrasien de *l'homo oeconomicus* n'a pas encore modifié la conception de la production scientifique vers une direction moins scientifique, elle l'a même peut-être renforcé, comme nous allons le voir.

2.1. Le nouvel institutionnalisme et la croissance

L'économie du développement, dès le milieu des années 1990, après plus de dix ans de politique d'ajustement structurel et de Consensus de Washington, a vu un retour du balancier (il y avait déjà dans les années 1960 des auteurs influents comme G. Myrdal ou A. Hirschman) vers les explications mobilisant la diversité institutionnelle¹⁹ pour expliquer les différences de performances entre les pays en développement. La nouvelle orthodoxie théorique et le discours dominant dans les IFI sont donc institutionnalistes, dans un sens nettement plus large que la simple référence à la nouvelle économie institutionnaliste des droits de propriété et des coûts de transaction (North, Coase, Williamson, Ostrom, voire Olson) et se concrétisent dans l'agenda de la gouvernance. Cette très large palette d'auteurs mettant en avant l'importance des institutions, mais avec des paradigmes, des hypothèses épistémologiques, des concepts et des méthodes de validation extrêmement diverses, voire contradictoires (par exemple North ; La Porta ; Acemoglu), permet de parler d'un puzzle flou institutionnaliste (Cartier-Bresson, 2010b). Il y a clairement des institutionnalistes hétérodoxes et orthodoxes, et dans chaque camp une grande diversité. Ces analyses économiques veulent éclairer l'interaction entre la croissance et les choix opérant dans les institutions économiques, politiques, et sociales, mais sans reprendre explicitement la tradition de l'école du *Public Choice* sur l'interaction entre les marchés politique, bureaucratique et économique. Nous présentons les modèles de base articulant les institutions et la croissance

¹⁸ Voir ma présentation dans ma note de lecture pour La Revue de la Régulation, n°13, printemps 2013.

¹⁹ La définition classique issue de D. North (1990) présente les institutions comme des contraintes, conçues par les hommes, qui façonnent les interactions politiques, économiques et sociales entre les hommes. Elles définissent et limitent l'ensemble des choix individuels. Il existe des contraintes informelles (sanctions, tabous, coutumes, traditions, et code de comportement) et des règles formelles (constitutions, lois, droit de propriété, droit des contrats). L'auteur insiste fortement pour expliquer qu'historiquement elles ont été conçues pour créer de l'ordre, réduire l'incertitude inhérente à l'échange et qu'elles déterminent les coûts de production, d'échange et donc la rentabilité et la faisabilité qu'il y a à s'engager dans une activité économique.

A- Une variable composite magique complexe et difficile à produire et à quantifier : A

Si de façon traditionnelle le capital physique (K), le travail (L) et le capital humain (H) demeurent des variables indispensables à la croissance (le modèle des facteurs de production), c'est l'utilisation efficace de la technologie (A) qui expliquerait les différences de croissance (et de développement) de long terme. Cette dernière variable est multidimensionnelle, composite et implique une rupture avec la recherche de la variable magique unique (*silver bullet*).

J. Stiglitz (2001), parmi bien d'autres, intègre trois composantes dans la variable A: l'information, le savoir et le capital social. Toutes les trois étant des biens collectifs, elles donnent une place à la production étatique. Il insiste fortement sur la relation dynamique entre d'un côté le capital social, qui engendre la confiance nécessaire à la coopération entre les individus et de l'autre la production et l'utilisation de l'information économique, politique et sociale. C'est, selon lui, la nature des institutions qui expliquerait principalement pourquoi les incitations à investir et les opportunités pour investir dans ces trois variables sont si diverses et pourquoi les investissements dans l'amélioration de la variable A et dans le capital humain (santé et éducation) sont complémentaires. Le grand mérite de J. Stiglitz, qui déstabilise fortement l'approche traditionnelle, est de déduire de son analyse de la variable A, que l'interaction entre les questions d'efficacité et de justice ou de redistribution est tellement forte qu'il n'est plus possible de séparer (comme dans la tradition) ces deux questions dans les analyses à visée opérationnelle. Le sentiment de justice ou d'injustice ressenti par les individus devient alors une variable macroéconomique et oblige la discipline à prendre en compte les questions de légitimité et de forme de légitimation du pouvoir et donc les problèmes d'économie politique et/ou d'éthique. G. Akerlof (2001) expliquait dans le même sens, que l'apport de J. M. Keynes fut de mettre en avant le rôle fondamental dans les comportements macroéconomiques (champ qu'il était en train d'inventer) des facteurs psychologiques et sociologiques tels les biais cognitifs. Poursuivant cette démarche G. Akerlof intègre à la macro les effets de la réciprocité, de la loyauté, et du statut social. Sa théorie du salaire équitable ne serait que l'illustration de l'importance de ce qui permet la cohésion d'un groupe dans sa diversité et ses conflits, à savoir le rôle primordial de l'identité. Pour d'autres auteurs, cherchant à simplifier son étude, la variable A se décompose en deux : la technologie et l'efficacité, cette dernière étant fonction de la géographie (sur laquelle l'homme n'a pas de prise) et des institutions (que l'on peut produire).

Osons deux remarques. La première est que la production de la variable A dans ses divers aspects recoupe le programme de la gouvernance avec ses aspects politiques, économiques, administratifs et juridiques. La seconde concerne l'ambiguïté des mots. Selon O. Williamson (2000), premier utilisateur du mot en 1985, l'agenda de la gouvernance (qui est micro) concerne les règles (formelles, informelles, privées et publiques) de l'échange que l'on peut transformer à court terme et n'intègre : (i) ni les variables de l'encastrement social (norme, culture, religion bien traitées par la socio-économie de M. Granovetter et R. Swedberg) qui relève des transformations de long terme que l'on ne maîtrise pas dans leur déclenchement ; (ii) ni les institutions dans la logique de D. North qui sont susceptibles de constructions volontaires dans certains moments historiques. A l'inverse, la définition de J Stiglitz (macro), qui influence les IFI, intègre dans le mot, la dimension de l'encastrement social et des réseaux sociaux ainsi que l'ensemble des institutions.

B- La variable A et la croissance pro pauvre

La théorie de la croissance pro pauvre peut se comprendre alors comme un prolongement de cette réflexion sur la variable A (celle de J. Stiglitz et non de O. Williamson) et sur l'inséparabilité en dynamique des questions d'efficacité et de justice. La production de l'information, des savoirs et du capital social pour les pauvres offrirait les bases d'une croissance réconciliant l'efficacité et l'éthique. La théorie veut dépasser la vieille querelle sur l'existence (ou son absence) d'une relation universelle entre l'inégalité et la croissance en transformant le but (la croissance) en objectif normatif (moral ?) contraint par l'efficacité. Si l'on ajoute une contrainte de justice intergénérationnelle, on se retrouve dans le cadre de la croissance durable. Les politiques publiques micro et macro, ayant un effet sur les variables K, L, H et A, doivent à la fois dynamiser la croissance, réduire sa volatilité (donc les cycles) et mettre en œuvre une politique de redistribution vers les plus défavorisés. Cette proposition se fonde sur le triangle Pauvreté, Croissance, Inégalité de F. Bourguignon (2004) qui permettait de comprendre que la réduction de la pauvreté impliquait à la fois une politique dynamisant la croissance et une politique distributive propre à chaque pays selon le niveau initial de ces trois variables (P-C-I). L'intuition est simple, une baisse identique de la pauvreté peut opérer avec une croissance constante et plus de redistribution ou avec une croissance supérieure et une redistribution constante. Il faut alors une accélération de la croissance qui n'augmente pas l'inégalité et une baisse de l'inégalité qui ne réduise pas la croissance. La difficulté est alors encore d'évaluer l'efficacité dynamique de la redistribution. Très logiquement, si la redistribution des terres s'opère dans un contexte de faiblesse des variables K, L, H, A (par exemple au Zimbabwe) nous assisterons à un effondrement de la croissance, et la politique mise en œuvre ne réduira pas la pauvreté. Avec la croissance pro pauvre, la pauvreté baisse plus avec celle-ci que si tous les revenus avaient augmenté au même taux.

Au bilan, plus la base productive d'un pays est faible²⁰, peu diversifiée et plus la productivité marginale du travail et du capital est inférieure à la moyenne internationale avec des rentes limitant l'accumulation du capital et le développement du salariat, et plus les inégalités initiales sont fortes, plus leur réduction implique un coût fiscal important (un transfert important) pour les élites si leurs revenus ne progressent pas grâce à l'augmentation de la croissance. La baisse des rentes (par exemple à la suite d'une libéralisation) sans décollage des profits non rentiers rend la situation fiscale ingérable. C'est ce que voulaient ignorer les orthodoxes des années 1980 et que continuent à ignorer les institutionnalistes orthodoxes d'aujourd'hui.

2.2. La production et la transformation des institutions : une question d'économie politique

Dans la littérature économique, l'analyse de la production de cette variable censée permettre l'utilisation efficace de la technologie se fonde peu sur des données économiques telles les coûts de production, mais se focalise sur les comportements humains politiques et stratégiques. Le modèle de construction des institutions nationales (coûteuses à mettre en

²⁰ Cette faiblesse a son origine dans de multiples problèmes tant structurels (géographique) qu'historiques (division internationale du travail et régulation internationale, formation de l'Etat, monnaie et fiscalité, entrepreneuriat et formes de concurrence, salariat et régulation sociale, politique économique et sociale,...). Les notions de régime d'accumulation et de mode de régulation permettent des typologies éclairantes des multiples procédures assurant une articulation relativement stable (mais pas forcément efficace ou juste) entre les ordres domestiques, politiques et économiques (cf. l'Ecole de la régulation).

place) permettant la production de la variable A donne une place centrale aux élites et à leur fonction d'utilité.

A- Le financement de l'amélioration de la qualité de la variable A dans les PED-PMA : une question d'économie politique

L'économie politique des élites permet de comprendre qu'en dehors des périodes d'idéologie révolutionnaire où les transferts peuvent être volontaires, où l'on ne compte pas son temps et son argent et où l'on est prêt à mourir ou à abandonner ses privilèges, seule la croissance des revenus des élites favorise leur acceptation d'augmenter leurs transferts²¹. La société du mépris renforce le refus de la redistribution vers les pauvres (voir A. Honneth sur la société du mépris).

Les théories néoclassiques des transferts volontaires se fondaient auparavant sur deux hypothèses antinomiques, mais intéressantes, de calcul rationnel. La première hypothèse est celle du comportement altruiste, qui permet dans un cadre de choix rationnel d'expliquer qu'un individu dont la maximisation du bien-être est fonction du bien-être des autres donnera spontanément une partie de son revenu pour augmenter le bien-être des pauvres, seule façon d'augmenter son propre bien-être. Il n'y a pas de jouissance égoïste et le don procure du plaisir. La seconde hypothèse réside dans la peur des classes dangereuses, toujours susceptibles de « révolte de la faim ». Cette peur pousse de façon purement égoïste les riches à transférer spontanément une partie de leur revenu vers les pauvres pour acheter la paix sociale et l'ordre. Le montant des transferts est issu d'un calcul où le coût marginal (le dernier euro transféré) est égal au bénéfice marginal escompté (la réduction supplémentaire des risques de révolte autorisée par l'euro marginal)²². Les transferts sont ainsi volontaires et ne nécessitent pas l'utilisation de la « coercition fiscale » et cela permet donc de préserver le cadre philosophique de la souveraineté du consommateur.

Cependant, la coercition fiscale redevient nécessaire dès lors que les transferts volontaires ne sont pas suffisants, au vu des besoins de financement des biens collectifs, et cela pour plusieurs raisons. Ils sont en général pro cycliques (faibles durant la récession alors qu'ils seraient d'autant plus indispensables), sujets à des défaillances de coordination et d'information (présence de passagers clandestins et de dilemmes du prisonnier), et surtout ils se fondent sur des comportements (la peur ou l'altruisme, la reconnaissance et le respect des autres) trop aléatoires pour garantir l'optimalité. Dans notre logique, l'altruisme massif et spontané (ou bien la peur de la fin du système) serait une caractéristique des périodes révolutionnaires (de rupture ou de risque de rupture) de transformations des mentalités ou des calculs. En dehors de ces périodes exceptionnelles les élites refusent l'augmentation des transferts²³.

²¹ Un cercle vicieux apparaît dès lors que le faible paiement de l'impôt détermine une offre de services publics insuffisante et de faible qualité et son remplacement par une offre de services collectifs privés payants impliquant d'épargner et favorisant la « justification » de la fraude fiscale. Les problèmes d'efficacité de l'allocation des ressources publiques rejoignent les problèmes de redistribution du revenu.

²² Cette grille de lecture permet aisément de comprendre que la prise en compte de l'analyse de la productivité marginale de l'euro dépensé favorise dans les pays non démocratiques le recours aux ressources de violence moins chères que le recours aux transferts finançant des biens collectifs (Cartier-Bresson, 2010c).

²³ Le comportement concret des nouvelles élites politico-économiques islamistes (de la Turquie à la Tunisie, en passant par l'Égypte) au pouvoir depuis les récentes évolutions (ou transformations ?) sera une étude de cas très intéressante de la relation entre pouvoir et redistribution dans les PED. Le modèle restera-t-il excluant en transférant la rente étatique aux nouvelles élites ou deviendra-t-il plus intégratif (l'accès ouvert de North, et al., 2009) ?

De notre point de vue, gagner la neutralité des élites vis-à-vis de l'augmentation des transferts, et donc éviter le blocage des réformes par celles-ci, n'est envisageable en temps normal qu'avec plus de croissance. Dans les pays aux élites rentières et faiblement productives, incapables de proposer un modèle de croissance non fondé sur l'augmentation de la rente, la marge de manœuvre est donc très faible. Ce sont alors souvent les couches moyennes (y compris la petite fonction publique) qui risquent d'être victimes de ces choix redistributifs en supportant le plus la charge fiscale dès que la rente se tarit (structurellement ou conjoncturellement) occasionnant l'apparition de tensions politiques, voire de violence. Le facteur A possède donc bien une très forte dimension d'économie politique et peut même être déconnecté du capital humain (par exemple en URSS ou à Cuba, il y avait un fort capital humain (H) et une faible variable A). En effet, le contrôle de l'information et du savoir est un élément clé de la domination politique autoritaire. L'amélioration de la production des composantes de la variable A (information, savoir, confiance), le renforcement de l'accès gratuit à ces composantes, qui sont des biens collectifs déstabilisent souvent l'ordre politique en place et posent donc forcément la question de la coordination entre les individus souhaitant des réformes pour des raisons d'efficacité et/ou de justice. Ces processus posent surtout la question des tensions politiques qui apparaissent dès lors que les réformes imposent en général des coûts à court terme facilement observables pour des bénéficiaires qui ne sont que potentiels, à long terme et donc inobservables.

B- Economie politique, théorie des jeux, et production de la variable A

En économie, le modèle théorique actuellement dominant de l'interaction entre les individus est la théorie des jeux et son hypothèse de choix rationnels permettant de trouver théoriquement des équilibres (cf. son utilisation dans les travaux aussi divers que ceux d'Acemoglu, Aoki, Bardhan, Greif, Hoff, Ostrom,...)²⁴. Il lui avait été reproché dans les années 1970-1980 d'être une pure logique déductive et de ne pas suffisamment donner lieu à des vérifications empiriques satisfaisantes pour autoriser une portée opérationnelle et des conseils pertinents. Le défi fut donc de produire des vérifications empiriques « opérationnalisables », et l'émergence de l'économie expérimentale « en laboratoire » trouve là une partie de ses racines. Pour les questions concernant l'effet des groupes sociaux sur les bifurcations institutionnelles, les chercheurs du nouveau consensus mobilisent souvent des formes plus ou moins abouties d'*Analytic Narratives*. Pour D. North et al ; (2009), c'est l'histoire longue économique et des institutions juridiques qui apporte (grâce à un travail de recherche dans les archives) la preuve de la pertinence de sa démonstration. La solution de M. Aoki (2001), mais aussi de Bates et al. (1998)²⁵ est de compléter l'approche logique de la

²⁴ Voir l'utilisation simpliste d'un dilemme du prisonnier pour expliquer la naissance des contrats et leur respect, y compris le contrat social, (par ex. dans le manuel d'économie publique de A. Wolfelsperger, 1995). Ces travaux analysent la production de la confiance, de la réputation et de la crédibilité des engagements par des organisations publiques ou privées tels les réseaux de commerçants au Moyen-âge selon la norme traditionnelle de la NEI : la réduction des coûts de transaction. Cette approche (par ex. A. Greif mainte fois cité, mais pas toujours lu) a donné l'idée de favoriser les réseaux d'entrepreneurs privés pour éviter le recours à l'Etat et à son système juridique quand ces derniers sont défaillants et/ou corrompus.

²⁵ Voir la présentation de ce courant des *Analytical Narratives* partant d'une question d'histoire et mobilisant la théorie des jeux et des choix rationnels par P. Mongin (2009). L'auteur conclue que la validation de l'apport de cette démarche utilitariste des choix rationnels doit satisfaire deux conditions : (i) un double contrôle des résultats par les tenants de la démarche et par les historiens traditionnels spécialistes du sujet grâce à un dialogue et (ii) apporter une explication différente ou complémentaire de la tradition historique ou bien permettre de trancher un débat non résolu. J. Elster (2000), cité par P. Mongin, propose une critique intéressante des *Analytic Narratives*.

théorie des jeux par des récits sur l'histoire des institutions ou des acteurs ayant opéré les choix stratégiques concernant ces dernières²⁶. De son côté, D. Rodrik (2003, 2010) dans une perspective différente macroéconomique milite en faveur d'*Analytic Narratives on economic growth*, qui sont des textes mêlant des données statistiques, historiques, institutionnelles et des traitements économétriques ou de théorie des jeux. Pour lui une méthodologie unique ne peut donner de diagnostic opérationnel au vu de la complexité des interactions en jeu dans les réformes. Peut-on parler de colligation pour ces derniers trois auteurs ? Je pense que oui, on tout du moins je propose d'ouvrir le débat.

Ainsi, chez des théoriciens microéconomistes ou macroéconomistes, néoclassiques ou non, le facteur essentiel déterminant les réussites et les échecs est donc l'amélioration des institutions formelles (environnement politico-légal, crédibilité des engagements et des contrats, etc.) et informelles (le capital social et/ou l'idéologie favorisant la coopération), qui doivent entre autres permettre un renforcement des capacités humaines des pauvres (cf. les travaux de Sen (1993), et leur banalisation institutionnelle dans le Rapport sur le Développement dans le Monde, Banque mondiale, 2006)²⁷ gage de la démocratisation. Il restait alors à apporter les preuves du bien-fondé de l'hypothèse.

C- L'influence des nouvelles approches sur les premières recherches empiriques

Ce nouveau consensus (post Consensus de Washington et consensus de Monterrey sur l'APD) va rapidement créer trois vastes programmes de recherche interdépendants : (i) produire des mesures de A (qui est un facteur constitué de variables non économiques), c'est-à-dire de la qualité institutionnelle (par exemple les indicateurs agrégés de gouvernance, de corruption, de capital social, de facilité à faire des affaires, de bonne politique économique) ; (ii) tenter d'identifier le lien de causalité macro entre la qualité des institutions (les bonnes notes dans un type d'indicateur) et les performances des pays (dont la croissance du PIB, la réduction de la pauvreté ou des inégalités, ou encore de la vulnérabilité, l'amélioration du bien-être, du bonheur, le développement humain avec l'IDH, etc.) ; et enfin (iii) montrer au niveau des projets micro que les réformes de la bonne gouvernance améliorent effectivement les performances des investissements sociaux sectoriels (les OMD).

Nous assistons dès 1995 à une première vague de publications de travaux macro-économétriques aux bases théoriques assez peu élaborées et sélectionnés pour le soutien qu'ils apportent aux politiques mises en œuvre. Ce problème est (enfin) parfaitement évoqué dans le rapport d'évaluation des recherches et publications de la Banque mondiale (Banerjee et al., 2006)²⁸ commandé par F. Bourguignon alors Vice-Président et économiste en chef de l'organisation (voir aussi Bourguignon, 2010). Un rapport d'audit indépendant commandé par

²⁶ Ces approches sont des reconstructions historiques et n'ont pas pour vocation de permettre des prédictions.

²⁷ Pour une lecture critique voir, *Revue Tiers Monde* (2009).

²⁸ Selon ce rapport, « la Banque utilise trop souvent le résultat de ses études pour faire du prosélytisme en faveur de ses propres politiques sans les approfondir suffisamment ni exprimer le scepticisme approprié ». « La direction de la Banque vend certains résultats plus que d'autres, ce qui est de bonne guerre, mais je pense qu'il y a une limite au-delà de laquelle vous ne pouvez pas dire que des éléments de recherches soutiennent quelque chose, alors que vous ne disposez que de conclusions faibles ou contradictoires ». Sur les nouveaux sujets elle « a claironné de façon répétée ses conclusions empiriques et préliminaires sans reconnaître qu'elles étaient fragiles et incertaines » et elle « ne présente pas de façon équilibrée la diversité des résultats ». Enfin « cela pose de grands problèmes quand des résultats peu robustes de recherche sont vendus comme des preuves ou des vérités irréfutables à des pays sous la forme de conseils de politique d'assistance voire de conditionnalité » (p. 141).

le FMI en février 2011 sur ses lacunes en matière de prévision de la crise de 2007 donne la même tonalité²⁹.

Ainsi, sans surprise, les premiers travaux économétriques (utilisant des indicateurs composites) cités massivement dans les publications officielles (1995-2000) confortaient tous la très nouvelle vision politique de la Banque mondiale sur la corruption : une réduction de la corruption permettra plus d'investissement et de croissance (Mauro, 1995) ; l'ouverture commerciale réduira la corruption (Addes et Di Tella, 1997), ou encore l'amélioration de la démocratie et la décentralisation (Fishman et Gatti, 2000) ne manqueront pas de diminuer la corruption. Il suffisait donc de démocratiser, de libéraliser le commerce et la corruption allait disparaître et l'investissement et la croissance se fortifier (pour une critique de ces premiers travaux empiriques consacrées à la corruption voir Cartier-Bresson, 1998, 2000). Dès que le sujet s'est élargi à l'agenda de la bonne gouvernance les travaux cités vont tous montrer que le revenu par habitant est positivement corrélé à une bonne gouvernance (Kaufmann et al. 1999) ou que l'APD offerte au pays menant les politiques préconisées (la bonne gouvernance) était corrélée à une croissance vigoureuse (Burnside et Dollar, 2000) et que cette dernière était corrélée à une baisse de la pauvreté (Dollar et Kraay, 2000)³⁰.

Ces indicateurs composites agrégés de la gouvernance possèdent de nombreuses limites, que l'on connaît bien maintenant, qui ne devraient pas permettre l'utilisation qui en est faite : ils sont principalement subjectifs, souvent fabriqués à la suite de simple enquête d'experts, qualitatifs, agrègent des phénomènes proches mais divers et interdépendants, sont peu précis (fort écart type), mobilisent des proxys très discutables et ne sont ni discrets, ni séparables d'autres phénomènes proches... Enfin, il n'existe pas de courbe d'indifférence entre deux sous variables et l'on ne peut pas abandonner un peu de démocratie électorale au profit d'un peu plus de bonne politique économique (cf. Chapitre 1, Cartier-Bresson, 2008 ; Diarra et Plane, 2012).

Dans ce contexte de rhétorique politique s'appuyant sur des résultats macro-économétriques sélectionnés, il était facile pour des auteurs d'horizons théoriques, méthodologiques et politiques très divers, mais ayant en commun d'être très sceptiques ou critiques vis-à-vis de l'agenda de la gouvernance ou des OMD, de railler le fait qu'il fallait mieux être jeune, beau, riche, libre, en bonne santé et intelligent, toutes les bonnes choses venant en même temps. Les deux défis pour les économètres furent donc de trouver des méthodes empiriques supérieures

²⁹ Rapport d'audit (p. 29-30) "Les faiblesses analytiques sont au cœur de certaines des lacunes les plus patentes de la surveillance, dans le cas particulier des pays avancés. Ces faiblesses sont globalement de deux types : pensée doctrinaire et autres postulats intellectuels ; méthodes d'analyse/connaissances incomplètes. (...) . Plusieurs présupposés intellectuels semblent avoir joué un rôle non négligeable. (...) L'opinion dominante au sein des services du FMI — groupe cohésif de macroéconomistes — était que la discipline et l'auto-régulation du marché suffiraient à écarter tout problème majeur des institutions financières. Toujours selon la pensée dominante, les crises étaient peu probables dans les pays avancés dont le degré de «sophistication» des marchés financiers leur permettrait de progresser sans encombres avec une régulation minimale d'une part importante et croissante du système financier. Les services du FMI étaient fondamentalement en accord avec l'opinion des autorités des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays avancés qui estimaient que leurs systèmes financiers étaient foncièrement sains et résistants. Ils adhéraient aussi au postulat selon lequel le système était à même de réaliser une allocation efficiente des ressources et aussi de répartir les risques entre les entités les mieux préparées à les assumer. (...)

³⁰ Les démonstrations vont dans tous les sens et de simples corrélations sont interprétées comme des relations de causalité. La corruption est supérieure dans les pays pauvres (corrélation). Les pays pauvres sont moins ouverts au commerce international. La corruption accentue la pauvreté. La pauvreté empêche une bonne insertion dans le commerce international. Le commerce international réduit la pauvreté ou la corruption ou les deux...

aux premiers travaux et permettant : (i) d'établir des causalités macro allant de l'amélioration de la gouvernance (ou de l'augmentation de l'APD) à l'amélioration des performances ; et (ii) de soutenir l'agenda des réformes sectorielles en illustrant la possibilité d'améliorations micro concrètes. Concernant le premier chantier nous trouvons l'approche empirique classique d'Olson sur les effets de frontière ou bien l'article innovant et mainte fois cité pour sa stratégie se fondant sur des variables instrumentales de D. Acemoglu et al. (2001). Les publications du Jameel Poverty Action Lab (section 3) font actuellement référence pour le second chantier. Nous présentons d'abord l'approche macro cherchant la preuve empirique validant la stratégie de la bonne gouvernance issue du nouveau consensus.

2.3. Les nouvelles preuves empiriques macroéconomiques sur la gouvernance et les performances

Nous choisissons de présenter deux méthodes de démonstration, assez opposées méthodologiquement. La première serait dans la logique *des analytical narratives* alors que la seconde serait scientifique, selon ses promoteurs.

A- L'expérimentation naturelle et la production d'un récit

Les frontières nationales produisent des différences institutionnelles fortes sans qu'il y ait de grandes différences quant à la géographie, à l'histoire longue, la culture etc. L'effet de frontière peut donc permettre d'étudier les conséquences de la diversité des règles sur le comportement des individus. La méthode a été appliquée, par exemple dans les années 1980, pour étudier grâce à des enquêtes de terrain, les taux de crimes violents au regard du droit de posséder ou non une arme dans le cas de territoires se situant des deux côtés de la frontière américano-canadienne. M. Olson (1996) reprenant cette méthode comparative a cherché à critiquer empiriquement l'hypothèse traditionnelle qui explique la richesse relative des pays par leur dotation différente en facteurs de production (K, L, H). La séparation des deux Corées ou des deux Allemagnes sont données en exemple comme des « expériences naturelles localisées », et donc comme des preuves historiques de la bifurcation positive pour les pays ayant adopté le modèle démocratique de marché (les bonnes institutions), et négative pour les pays ayant adopté les régimes non démocratiques d'économie planifiée (les mauvaises institutions). Poursuivant sa logique, il montre de façon détaillée que les différences de productivité ne peuvent être imputées au différentiel d'accès au savoir ni à l'absence d'accès au marché des capitaux, ni aux différences de capital humain ou de culture. Il ne reste alors plus que les institutions et les politiques économiques mises en œuvre comme seuls facteurs explicatifs. Elles sont à l'origine des structures incitatives et des opportunités qui se présentent aux individus rationnels qui cherchent à s'enrichir. Les opportunités ne peuvent être saisies sans un Etat garantissant les contrats, les droits de propriété à long terme, l'absence de prédation publique et privée et des systèmes d'arrangements multiples facilitant la coordination et la coopération. M. Olson remarque que si les négociations coasiennes (entre individus et entre individus et représentants du pouvoir politique) étaient fréquentes dans les PED, il n'y aurait pas autant de sociétés inefficaces. La logique de l'action collective montre que la rationalité individuelle est très insuffisante pour produire une rationalité sociale, collective et des changements Pareto-améliorants. L'article de M. Olson est théorique et ses preuves sont purement logiques ou historiques.

B- L'utilisation de variables instrumentales : progrès technique ou analytique ?

Nous présentons deux exemples concernant la recherche d'un phénomène de causalité entre les institutions et les performances. Le premier concerne les institutions formelles (un système de santé), alors que le second se concentre sur une institution de coordination informelle : la confiance (domaine de la psychologie cognitive).

D. Acemoglu et al. (2001), sachant qu'un problème d'endogénéité existe pour établir un lien de causalité entre les institutions formelles et le revenu par habitant, proposent une stratégie statistique fondée sur le constat qu'il existe deux types de colonisation produisant des structures institutionnelles différentes. Le premier type a pour fonction la simple extraction de matières premières et n'implique ni forte présence coloniale ni forte protection des droits de propriété ni système de contrepouvoir, alors que le second type se fonde sur une forte présence de colons qui cherchent à dupliquer les institutions européennes en termes de défense des droits de propriété et de contrepouvoir. Les auteurs cherchent une variable qui détermine directement les raisons d'une colonisation de peuplement ou de simple extraction, mais qui ne détermine pas directement le niveau du revenu par habitant. Ils affirment que le taux de mortalité des premiers colons (soldats, missionnaires et marins) arrivés entre le XVII^{ème} et le XIX^{ème} siècle est une bonne variable instrumentale qui explique le choix entre les deux types de colonisation mais qui n'a rien à voir avec le niveau du revenu par habitant. Le taux de mortalité est considéré exogène au revenu car la malaria (première source de mortalité) était moins souvent mortelle pour les populations locales que pour les colons (treize fois moins). Le taux de mortalité des colons est donc faiblement corrélé avec celui des autochtones et est donc exogène à la performance économique de ces populations. Leur test de robustesse inclut (en plus de la variable institution instrumentée par le taux de mortalité des colons), le taux de prévalence de la malaria ainsi que le taux de mortalité infantile comme variable explicative. Dès lors que la variable institution ne perd pas en significativité et en intensité, cela implique logiquement que les institutions sanitaires des colons ne sont pas déterminantes pour le choix du type de colonisation. Le lien est donc techniquement établi. Les auteurs écrivent : « le taux de mortalité des colons européens il y a cent ans explique 25% de la qualité des institutions d'aujourd'hui », qui par la suite détermine le revenu par tête d'aujourd'hui. Améliorer la qualité des institutions du Nigéria au niveau de celle du Chili permettrait de multiplier le revenu par tête du Nigéria par sept (alors qu'il est aujourd'hui onze fois plus faible). Le débat rebondit avec les contributions de E. Huillery (2009, 2010) qui utilisent des données historiques régionales. Que se passe-t-il si dans l'échantillon nous avons une colonie de peuplement qui a une préférence pour la santé et non pour les droits de propriété et que dans une autre la situation est inverse ? Que donne le résultat à la moyenne ?

Les premières recherches macro sur le capital social (institution informelle expliquant une partie de la variable A) commencent par le définir très sommairement (trahissant évidemment la complexité de l'approche originelle des socio politistes) comme le degré de confiance qui existe entre les individus. Elles utilisaient dans un second temps un indicateur ou des observations très discutables, voire ridicules pour mener de simples régressions³¹. S. Knack et

³¹ L'indicateur du Reader's Digest est construit depuis 1996 sur une enquête dans certaines gares de quatorze capitales européenne et aux Etats-Unis où l'on a laissé trainer vingt portefeuilles contenant l'équivalent de cinquante dollars avec les coordonnées du supposé propriétaire. Le pourcentage des portefeuilles restitués indique le degré de civisme donc du capital social. 100% de restitution au Danemark contre 28% en Italie, et 61% en France. R. Fisman et E. Miguel (2006) ont étudié le nombre d'infractions de stationnement effectuées par les conducteurs des voitures des ambassades présentes à New York pour l'ONU sur huit ans. Le résultat est défavorable pour les pays africains et très favorable pour les pays scandinaves. La France est entre les deux

P. Keefer (1997), mobilisant The World Values Survey (WVS) font apparaître une corrélation entre le civisme et la confiance sur un échantillon d'une trentaine de pays. Les données du WVS vont alors être régressées sur des données aussi générales que la croissance, la pauvreté, etc. Le défi statistique fut, là aussi, de trouver une causalité entre la qualité du capital social et le revenu par tête et de résoudre les problèmes d'endogénéité. Y. Algan et P. Cahuc (2010), après la publication d'un livre sur la défiance (2007) plein d'affirmations fondées sur des corrélations peu démonstratives³² proposent une stratégie statistique plus élaborée. Ils présentent une variable instrumentale qui détermine directement le degré de confiance des individus, mais pas directement leur revenu. Ils affirment (dans une hypothèse discutable) que le degré de confiance des américains de la seconde génération est bien corrélé avec le degré de confiance des individus résidant dans le pays d'origine des grands-parents (phénomène de transmission de valeur), mais est exogène au niveau du revenu par habitant dans le pays d'origine, dès lors que l'on contrôle pour les effets fixes « pays » et par le niveau de développement du pays d'origine au moment de l'émigration des grands-parents. Ils régressent donc le revenu par habitant du pays d'origine sur le niveau de confiance dans ce pays lorsqu'il est instrumenté par le niveau de confiance des individus de seconde génération aux Etats-Unis dont les grands-parents étaient originaires de ce pays. Ils contrôlent par ailleurs pour les effets fixes pays, pour le niveau de développement du pays au moment de l'émigration des grands-parents, et pour toute une série d'autres variables explicatives. Ils prétendent mettre en lumière un impact élevé de la confiance sur le revenu par habitant. Ils écrivent que les pays africains auraient pu doubler leur revenu par habitant entre 1950 et 2000 s'ils avaient hérité d'un capital social équivalent à celui de la Suède.

Cette façon de démontrer une causalité allant de la bonne gouvernance à la croissance permet de légitimer les choix des IFI et de faire porter la responsabilité des échecs sur les élites qui n'appliquent pas les « bonnes » politiques préconisées qui seraient très efficaces sans le refus de réformer la gouvernance (Cartier-Bresson, 2010b, Sindzingre et Milleli, 2010 qui mobilisent la théorie des effets de seuils). Elle permet aussi la mise en place d'une nouvelle forme de conditionnalité (Cartier-Bresson, 2011). Cette façon de faire n'explique pas le succès de politiques hétérodoxes fondées sur des institutions originales dans des pays comme la Corée du Sud ou la Chine, qui ont déployées de façon volontariste des stratégies de remonté de filière ; stratégies qui dans d'autres pays ont été des échecs absolus. Ces cas, toujours questionnants, sont une preuve empirique moins rigoureuse mais plus pertinente que les travaux sophistiqués présentés dans cette section. Par ailleurs, ces derniers ne traitent pas d'une relation profondément dialectique et complexe entre les institutions, la pauvreté et la croissance, qui rend peu opérationnelle la « démonstration rigoureuse » des causalités du modèle de vérification scientifique.

groupes comme l'Inde ! Les pays sont alors notés et cela détermine un indicateur de capital social qu'il ne reste plus qu'à régresser sur des variables à expliquer : croissance, pauvreté. Ces deux types de travaux statistiques sont évidemment totalement hermétiques aux questions d'endogénéité. Malgré leurs limites évidentes, ils sont souvent cités dans les publications de vulgarisation.

³² La « démonstration » récompensée par le prix du meilleur livre d'économie enchaîne (i) une corrélation entre la défiance (WVS) et le nombre de procédures nécessaires pour l'ouverture d'une entreprise (Indicateur de la Banque mondiale Doing business), puis une corrélation, à la suite d'un glissement sémantique, entre la réglementation (ce même indicateur !) et la corruption (IPC de Transparency international). Au bilan, pour nos auteurs, la défiance favorise la perception de la corruption. En reprenant les travaux de B. Olken (2007), le spécialiste du J-PAL sur la corruption, qui dissocient la corruption perçue et réelle, ils affirment que la mauvaise note de la France dans l'IPC est révélatrice de dysfonctionnements liés au dirigisme et au corporatisme de l'Etat français, qui expliquent en partie la défiance des Français envers leurs institutions (p.60-69). Les auteurs ne semblent pas connaître la littérature (et ses controverses) sur la corruption ou sur le néo-corporatisme.

L'ensemble des travaux évoqués dans cette section sont évidemment innovants, impressionnants techniquement, et producteurs de nouvelles données. Ils relancent de vieux débats non résolus, posent de bonnes questions, et font partis du puzzle de la pensée du développement, mais ils laissent un sentiment de malaise issu d'une technicité moins démonstrative qu'elle ne l'affirme. C'est alors le choix (la prétention ?) méthodologique qui n'est peut-être pas adapté au traitement des institutions ? C'est aussi peut-être cette façon de vouloir démontrer scientifiquement que si un PED s'engageait dans l'amélioration de la gouvernance, il rattraperait les pays les plus développés qui possèdent ces institutions. La limite vient alors d'un traitement par des économistes d'un sujet qui ne peut leur appartenir entièrement et d'une difficulté à montrer ce qu'ils apportent analytiquement (et non empiriquement) à l'histoire longue des évolutions institutionnelles. Les simples corrélations n'apportent rien et les variables instrumentales ne permettent pas non plus de prouver des causalités claires. Beaucoup d'efforts pour finalement être obligé la plupart du temps d'accepter que les causalités entre variables concernant les institutions fonctionnent dans les deux sens, ce qui évidemment ne facilite pas la tâche des décideurs, et laisse donc (malheureusement ? heureusement ?) une place à l'art pragmatique du gouvernement.

3. L'évaluation d'impact par assignation aléatoire (EIAA)

Peu connus il y a encore six ou sept ans, les propositions méthodologiques de l'évaluation d'impact par assignation aléatoire (EIAA) du Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) sont devenues une référence majeure de nombreuses organisations internationales d'aide au développement. Elles prennent une place grandissante à côté des méthodes traditionnelles d'évaluation économique³³. E. Duflo a reçu en 2010 la médaille J Bates Clarks, qui représente la plus prestigieuse récompense pour un économiste de moins de quarante ans. En France les présentations effectuées par E. Duflo en 2009 au Collège de France marquent une reconnaissance au-delà du monde académique (Duflo, 2009 et 2010 a et b) et enclenchent une discussion sur les mérites de l'approche dans le cercle des décideurs du développement (ONG, Agences d'aide)³⁴.

Cette mode, se construit selon moi en grande partie : (i) sur le désarroi des bailleurs de fond pour rendre l'APD efficace dans les PMA ; (ii) sur le rejet des grandes questions et des grandes théories ; (iii) sur la critique d'une utilisation rhétorique abusive de la macroéconomie et plus particulièrement de la macro-économétrie institutionnaliste permettant de n'accepter comme rigoureux que les recherches de terrain avec enquête et traitement randomisé³⁵ ; (iv) sur une approche « positiviste » de l'évaluation censée permettre de

³³ Voir par exemple le guide édité par la Banque mondiale (2003) sur l'Analyse des Impacts sur la Pauvreté et le Social (AIPS) des politiques macroéconomiques ou sectorielles. Celui-ci propose une liste d'instruments utilisables et utilisés dans le cadre des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté selon les questions posées et les données existantes. Pour une revue critique des AIPS voir Cartier-Bresson, 2006.

³⁴ A. Devaux-Spatarakis (2012), propose une explication originale du succès de la randomisation en France, pour évaluer les politiques publiques françaises à partir de l'engagement de M. Hirsch.

³⁵ Actuellement l'économie expérimentale se divise en trois branches avec chacune leurs procédures d'expérience. La première organise une expérimentation en laboratoire en faisant jouer un groupe d'individus (souvent des étudiants) selon des règles précises afin d'observer leur comportement concret. N. Jacquemet (2007) applique la méthode pour tester les comportements individuels dans un modèle d'agence de corruption à trois joueurs. La seconde (EIAA) compare le comportement de deux groupes, à l'origine parfaitement identiques, et dont l'un est traité et non le second. Enfin, l'analyse des bifurcations de trajectoires de deux groupes (ou deux pays) à la suite d'un choc ne concernant qu'un des groupes (ou pays) représente l'expérimentation naturelle, ou accidentellement randomisée (cf. supra la présentation des travaux de Olson).

trancher définitivement certains débats, et enfin (v) sur l'affirmation d'une reconstruction de la théorie économique et sa transformation en science sociale à partir de l'agrégation systématisée des données issues des recherches expérimentales. La frontière entre la recherche académique de haut niveau et l'évaluation des politiques publiques serait alors brouillée, la preuve étant pour les dirigeants du J-PAL donnée par leurs publications. En effet, le travail des évaluateurs n'était pas publié traditionnellement dans les grandes revues prestigieuses anglo-saxonnes.

La confusion que cette école a entretenue sur son travail est à l'origine d'autres types de questions : s'agit-il humblement d'une technique d'évaluation bien adaptée à certains types de projet (parmi d'autres méthodes qui demeurent légitimes et pertinentes) ? Ou bien s'agit-il d'une nouvelle théorie générale du développement fondée sur l'offre micro de biens ou de services ? Ou encore avons-nous simplement un des morceaux du puzzle appliquant au développement le concept de comportement micro de procrastination ?

3.1. Une technique statistique importée centrée sur les divers comportements humains

Les EIAA semblent avoir deux objectifs comme nous venons de le dire. Le premier, relativement humble, est de proposer une technique (parmi d'autres) d'évaluation des politiques publiques sectorielles, alors que le second assez ambitieux est de construire à partir des faits empiriques et selon une logique inductive³⁶ (cf. J. S. Mills) une science sociale alternative à l'économie néoclassique fondée sur des comportements humains observés grâce aux enquêtes de terrain. Ces deux objectifs excluent du champ de la recherche les questions macroéconomiques. Ainsi, même au niveau local, le J-PAL n'évalue pas les effets d'un changement de politique de taux de change ou de politique fiscale. L'ouverture transdisciplinaire permet d'intégrer les dimensions économiques, sociologiques et psychologiques (neurosciences) qui sont explicatives des comportements. Cependant, cette nouvelle science sociale multidimensionnelle n'est « autorisée » (dans les deux sens du terme, possible et permise) que par la technique de randomisation qui serait gage de sérieux et permettrait que l'empirisme soit plus productif que l'application des règles de la démarche hypothético-déductive chère à de nombreux néoclassiques. A l'inverse de l'économie du mariage de G. Becker - se légitimant par l'hypothèse théorique (input) qu'il y a offre et demande de mariage d'agents rationnels ce qui justifie l'utilisation de la technique d'une analyse des coûts et des bénéfices des choix alternatifs (output) - c'est la technique de la randomisation (input) qui permet une théorie sociale (output) des choix (qu'ils soient économiques, sociaux, psychologiques). Dans les deux cas, c'est donc la technique qui unifie les divers champs des sciences sociales.

L'influence des travaux statistiques d'épidémiologie évaluative tels les essais randomisés testant l'efficacité des médicaments est évidente.

³⁶ Je pense que l'empirisme de l'Evidence-Based Movement propose un système d'inférence inductive par l'observation sans préjugé des faits pour formuler des lois universelles relatives à ces faits. Des inductions supplémentaires (en général la duplication d'une expérience dans un autre pays) autorisent à formuler une théorie qui est testée par la comparaison des conséquences empiriques de la théorie avec les faits observés. Une induction est un raisonnement qui utilise des prémisses contenant des informations sur certains éléments d'une catégorie dans le but de procéder à une généralisation pour l'ensemble de la catégorie y compris les éléments de celle-ci qui n'ont pas été étudiés. Au contraire la méthode hypothético-déductive met au cœur de la démarche la logique déductive pour formuler une loi. Si un événement A se produit alors B se produit avec une probabilité de x%. Explication et prédiction possèdent la même règle, la différence étant que l'explication est postérieure aux événements alors que la prédiction est antérieure.

A- Les principes de l'évaluation « scientifique » pour l'*Evidence-Based Movement* (EBM).

L'EIAA se donne pour premier objectif de mesurer rigoureusement les effets d'une politique publique en se focalisant sur les changements de comportement des individus qui en sont la cible. Méthodes et techniques ont été importées des travaux statistiques d'épidémiologie évaluative, tels les essais randomisés testant l'efficacité des médicaments grâce à l'analyse des résultats de la distribution d'un traitement réel à un groupe et d'un traitement placebo à un autre groupe statistiquement identique au premier³⁷.

Les questions classiques concernent les politiques sociales ou de réforme des administrations. Quels sont les effets de l'augmentation des salaires des fonctionnaires (ou des contrôles communautaires) sur la réduction de la corruption (Banerjee et al., 2009 ; Olken, 2007) ? Quel est l'effet de la réduction du nombre d'élèves par classe sur l'apprentissage ? Quel est l'effet de la fourniture de moustiquaires imprégnées (ou d'engrais) gratuites ou bien payantes sur leur degré d'utilisation ?... Dit simplement, le programme d'une agence d'aide ou bien d'une ONG a-t-il changé les choses ? Si la réponse est oui, est-ce dans le sens voulu ? Et dans quelle proportion ? Enfin, est-on sûr que c'est bien le programme qui est à l'origine du changement, et non une autre variable ? Pouvoir répondre à ce type de question est évidemment très important pour les « développeurs ». Les réponses à toutes ces questions posent comme précédemment des problèmes d'endogénéité et de causalité inverse.

Traditionnellement, les évaluations d'impact collectent des données quantitatives et qualitatives *ex ante* sur les individus (par exemple le niveau de corruption perçue dans les postes de police), puis réitèrent l'enquête *ex post* après la mise en œuvre du programme à évaluer (l'augmentation des salaires des fonctionnaires ou leur monitoring par des organisations de citoyens), et la différence entre les deux est réputée être l'impact. Le problème est que l'on ne sait pas ce qui se serait passé en l'absence de programme. Il pourrait y avoir aussi une baisse de la corruption, mais pour d'autres raisons. Par exemple un regain de nationalisme, d'esprit de corps ou de civisme. Pour éviter les erreurs d'interprétation, le programme de randomisation étudie conjointement ce qui se passe avec et sans programme dans des groupes ayant les mêmes caractéristiques : par exemple même niveau initial de pauvreté, même appétence à participer au programme,... Le groupe de contrôle est le contrefactuel du groupe traité, et c'est la procédure d'assignation aléatoire qui garantit que les deux groupes sont vraiment similaires et qu'il n'y a donc aucun biais de sélection. Idéalement, on construit donc un échantillon de la population à observer, on récolte les données *ex ante*, puis on assigne au hasard les personnes en construisant les deux groupes³⁸. On surveille et on étudie la mise en œuvre du programme, on collecte les données *ex post* (les équipes d'assistants de recherche du J-PAL font en moyenne un an de terrain) et enfin on mesure l'impact et on estime s'il est significatif en termes statistique (pas d'effet de hasard) et

³⁷ Sur l'influence des techniques empiriques médicales sur la recherche en économie (*evidence based policy*, RCTs,...) voir C. Laurent et al. (2009), et sur le thème de la récupération par le J-PAL de l'image du sérieux des RCT médicales, sans en reprendre les riches débats et sans rappeler qu'il existe en médecine d'autres techniques légitimées (voire préférées) par la profession, voir A. Labrousse (2011).

³⁸ Sur l'organisation de la recherche de terrain et ses hiérarchies voir A. Jatteau (2012) et sur l'impossibilité de respecter parfaitement les procédures de randomisation voir A. Quentin et al. (2012) sur le programme SKY au Cambodge.

pratique (la différence est importante et justifie les dépenses liées au programme) en comparant les deux groupes.

Il est évidemment possible de constituer plusieurs sous-groupes traités selon des programmes alternatifs ou complémentaires afin de trouver le plus efficace selon une logique coûts bénéfiques. La corruption sera-t-elle, par exemple, réduite à moindre coût en augmentant les salaires des fonctionnaires ou bien en augmentant leurs contrôles, ou bien encore en leur offrant plus de matériel et en améliorant leur cadre de travail,... ? C'est l'effet relatif de chaque programme sur la corruption par rapport à un groupe de contrôle (non traité) qui est alors analysé.

Le rôle de l'expert du J-PAL est donc d'aider les individus à prendre les bonnes décisions pour le long terme. Il faut donc, écrit E. Duflo « penser aux économistes non pas comme de purs scientifiques, mais comme à des techniciens, des ingénieurs ou même des plombiers qualifiés ». Le projet consiste à démontrer dans le détail et de manière irréfutable la validité d'un argument de politique publique. Cependant, un plombier, même qualifié, sans un bon architecte risque quand même de faire une maison peu cohérente, et cela sans même évoquer la question de l'esthétique !

B- Le « positivisme » et l'empirisme de l'EBM

J. Delarue, J.-D. Naudet et al. (2009) dissocient trois modèles d'explication de l'utilisation des recherches ou des évaluations par les organisations : le modèle instrumental, le modèle conceptuel, et le modèle stratégique.

- Pour les auteurs l'EBM est un mouvement positiviste. Les positivistes pensent que les décisions de politique publique proviennent de la connaissance issue de la recherche qui fournit des résultats non seulement utilisables mais encore indiscutables scientifiquement. L'hypothèse est conforme au modèle instrumental de la décision, où la connaissance si elle est scientifique, est toujours rationnellement utilisée³⁹. Selon les principes de l'EBM, les faits sont probants si un lien de causalité est établi entre l'intervention (un dispositif) et l'effet attendu sur une population. La randomisation est censée posséder deux qualités incomparables : (i) être la seule technique de mesure qui est objective (si le protocole est respecté), car elle se développerait sans référence à la moindre norme et (ii) être la seule technique capable de résoudre rigoureusement les problèmes posés par le décideur et de répondre à leur angoisse, qui est toujours liée à un problème d'imputabilité d'un fait ou d'un effet positif à leur décision et à leur action. C'est la qualité scientifique de la méthode, son strict respect et ses résultats qui autorisent une prescription scientifique. Il n'existe alors qu'une vérité par expérience et, une fois les résultats publiés, le débat est clos. L'affirmation du monopole de la rigueur est consubstantielle de l'approche positiviste du mouvement de l'*Evidence-Based Policy* qui rejette la tradition épistémologique de la confrontation entre paradigmes et théorie. La qualité scientifique est gagée sur les publications dans les meilleures revues académiques et non dans de simples journaux de la communauté des évaluateurs.

³⁹ Paradoxalement, les recherches du J-PAL souhaitent dépasser l'approche de la rationalité de l'*homo oeconomicus*, mais celle-ci serait encore présente, selon nous, dans leur conception du processus de décision de la politique publique avec une hypothèse implicite de décideur rationnel. Sur les limites de l'approche scientifique et planificatrice de la gestion de projets voir Giovalucchi et al. (2009).

- Le modèle conceptuel ou incrémental fait l'hypothèse d'une influence indirecte et/ou cumulative mais surtout interactive. Le changement de vision du monde, des défis à relever et des politiques appropriées opère dans des réseaux de politiques publiques. Ces réseaux de connaissance, d'intérêts, de communication, mêlant des acteurs divers (politiques, académiques, lobbies, ONG) sont capables de produire des ruptures grâce à la confrontation large de plusieurs types de savoirs. La tradition de l'évaluation (les analyses coûts/bénéfices, les analyses multicritères, les analyses qualitatives, etc.), ses manuels, ses revues, son ouverture à des collaborations mobilisant plusieurs champs et plusieurs méthodes sont la référence de base de cette approche. La difficulté se trouve dans le processus de tri et de sélection des savoirs (ou méthodes) les plus pertinents au regard de la question posée et du projet à évaluer. La recherche aide à identifier et à sélectionner les réponses et celle-ci n'est qu'un élément d'un faisceau d'information.

- Dans le modèle tactique la recherche est instrumentalisée à des fins politiques (cf. supra la note de bas de page sur l'utilisation de la macro-économétrie institutionnaliste par la Banque mondiale). Les résultats de la recherche sont utilisés pour justifier des positions déjà adoptées et ignorent les résultats qui sont contradictoires.

Dépassant cette typologie, les auteurs pensent finalement que l'utilisation des méthodes de l'EBM est bien adaptée à l'amélioration de la gestion des petits problèmes de façon routinière, alors que pour penser les ruptures de forme de régulation le modèle conceptuel est plus efficace et rend mieux compte de la façon dont les choses se passent réellement. Ils rappellent que le modèle tactique qui est dominant est évidemment à bannir d'un point de vue scientifique. J.-D. Naudet (2012), va plus loin et tire les leçons des expériences d'EIAA (de PROGRESA et SKY aux études financées par l'AFD), en proposant une typologie des cas où leur utilisation est justifiée : question simple et peu novatrice, traitement mis en œuvre stable, chaîne de causalité courte et effets rapides, taux de participation stable et large, apprentissage rapide. Les EIAA seraient réservées aux problématiques type tunnel : début et fin de l'expérience délimités, pas d'abandon des participants en cours de route, parcours court et prévisible, faible influence extérieure.

D'une façon très séduisante J. Delarue et al. (2009) expliquent que le danger du positivisme est de ne retenir qu'un nombre limité de travaux (et je rajouterais de questions) par conformité à des critères trop formels (issus du monde académique et des systèmes de publications) en excluant d'autres formes de connaissances pratiques, de savoirs professionnels moins rigoureusement établis, mais très utiles aux décideurs du fait de leur contextualisation et de leur proximité de terrain.

Leur propos, auquel nous souscrivons, s'oppose donc à celui de P. Krugman (1994) cité au début de la seconde section. Dans son texte, éclairant parfaitement et honnêtement le problème, ce dernier évoque le processus de la production des cartes du continent africain qui a commencé par des récits de voyageurs explorateurs aventuriers décrivant la géographie du continent, y compris l'intérieur. Dès lors que la cartographie moderne des ingénieurs s'est constituée au XIX^{ème} siècle, les nouveaux critères et standards sur les données acceptables ont interdit d'intégrer les « histoires de l'intérieur » et les cartes plus scientifiques ne présentaient plus que les côtes. Durant presque un siècle l'Afrique fut alors un continent vide, mais aux côtes « vraies ». Selon P. Krugman, A. Hirschman racontait des histoires qu'il a modélisées en leur offrant ainsi un statut scientifique. Ne fonder l'analyse économique que sur la modélisation et refuser les inductions d'autres savoirs est une option très logique, si l'on est certain qu'à la fin du processus scientifique nous aurons une analyse économique du

développement aussi juste que les cartes actuelles de l'Afrique. Si, comme je le pense, cette vérité scientifique est impossible et ne dépend pas du temps (un siècle), des acteurs (les ingénieurs *versus* les explorateurs), alors il faut continuer (à côté des modélisateurs, voire avec eux) à multiplier l'intégration des « regards croisés » rigoureux des explorateurs qui sont aujourd'hui des chercheurs produisant des savoirs divers avec de multiples méthodes. La concurrence des savoirs et l'absence de posture de monopole me semblent fécondes.

Au bilan, pour revenir au domaine de l'évaluation, l'intérêt des EIAA est fort pour traiter les problématiques de type tunnel, mais celles-ci perdent de leur intérêt pour évaluer des politiques novatrices ayant des chaînes de causalités complexes. Leurs domaines de pertinence étant limités, il ne peut s'agir que d'un instrument parmi d'autres ; constat qui ne devrait pas permettre la revendication d'un monopole de la rigueur.

3.2. *Un dialogue difficile*

De nombreuses réactions critiques face au J-PAL, voire d'énervements, peuvent s'expliquer non pas par les résultats (souvent assez « politiquement corrects »)⁴⁰, mais par une affirmation du groupe assez arrogante de scientificité, et dans une faible prise en compte des contributions qui ont historiquement marqué les grandes avancées.

A- Un argumentaire vendeur construit sur la déception

Les crises financières au Nord, le manque de performance de l'APD au Sud et surtout dans les PMA ont fragilisé la théorie de l'efficacité des marchés, de l'utilité espérée et permis la reconnaissance de la « révolution » de l'économie comportementaliste (V. Smith), mais aussi le retour au goût du jour des esprits animaux chers à J. M. Keynes et repris par G. Akerlof (supra), qui va développer une théorie économique du rôle des émotions et des facteurs viscéraux (haines, amour, bonheur). L'empirisme de la théorie de l'économie (ou de la psychologie) expérimentale s'observe dans la démarche. Les chercheurs accumulent des typologies (taxinomie) de comportements sans principe théorique (les théories précédentes sont décevantes) en se concentrant sur les comportements qui paraissaient toujours dans un premier temps anormaux (dans le paradigme néoclassique de la rationalité utilitariste) et qui finalement s'expliquent parfaitement avec le nouveau paradigme. Mais, si le comportement est sous-conceptualisé et sans référence aux analyses précédentes (on n'a même pas besoin de critiquer Freud, on l'ignore), la force académique et le gage de sérieux sont offerts par l'alliance avec les neurosciences et leur méthodologie de sciences dures (utilisation d'IRM,...)

Selon E. Duflo (2009) les controverses entre les experts (Sachs, Easterly, Collier) qui s'affrontent, se partagent l'espace public et cherchent à rallier les décideurs sont sans nuance. Les auteurs mobilisent d'un côté des études macro-économétriques qu'elle ne trouve pas

⁴⁰ Cependant, il me semble que les procédures préconisées sont fréquemment dans le registre de la surveillance de groupe, de la dénonciation de voisinage, et soulèvent donc la question de l'éthique de type de punition. Pour lutter contre l'absentéisme (vrai fléau des services publics, auquel il faut trouver une solution), la préconisation (Duflo et al., 2007) d'une distribution d'appareils photo aux enseignants des petites écoles rurales, pour qu'ils se photographient avec les enfants de façon quotidienne pour prouver qu'ils sont présents, me semble un cas pratique d'éthique économique. L'éthique pour le J-PAL ne concerne que le processus de la recherche (consentement des enquêtés, confidentialité des résultats, etc.) et non l'éthique des résultats.

pertinentes pour éclairer des situations locales complexes, et de l'autre les bons sentiments. Elle raille la macro-économétrie en affirmant (i) que les indicateurs composites sont souvent des proxy de faible qualité, (ii) que la moyenne des résultats des expériences de croissance d'une centaine de pays n'est pas éclairante pour faire des choix locaux profitables à la croissance, (iii) que toutes les variables agissent presque toujours comme des causes et conséquences d'un phénomène⁴¹ qui par ailleurs pourrait peut-être mieux s'expliquer avec une troisième variable corrélée aux deux autres. Constats corrects selon moi (cf. supra section 2).

En se référant à la controverse entre W. Easterly et J. Sachs sur le paludisme, elle écrit que le paludisme est supérieur dans les pays pauvres (simple corrélation) ce qui ne permet pas de trancher entre les trois scénarios suivants. La relation de causalité pourrait aller du paludisme à la pauvreté, et s'expliquerait par les effets de la maladie sur le capital humain et la productivité ; ou bien la relation pourrait aller de la faible administration des services de santé à la pauvreté à cause du manque d'offre de services ; ou bien encore la relation irait de la pauvreté à la faible administration, via la question des recettes fiscales. E. Duflo reprend à son compte l'hypothèse qu'on ne pourra jamais percer le secret de la croissance, qu'on ne trouvera pas la variable magique et qu'il faut donc se replier sur des questions pratiques.

Cette position modeste pourrait se comprendre comme une adaptation à un renversement de cycle caractérisé par une défaite de la pensée globale, des concepts, du holisme, ou encore de l'expérimentation de changements radicaux (non marginaux au sens économique). Ce phénomène de repli critique vis-à-vis des penseurs est peut-être récurrent lors des phases de désenchantement. Dans le cas présent il correspondrait à l'effondrement de la pensée marxiste ou développementaliste des années 1960-1975 (ou bien à son manque de relais dans les organisations internationales jouant le rôle que la CEPAL a pu jouer en soutenant l'école structuraliste), au refus d'enfourcher la critique libérale de l'Etat et enfin à la déception vis-à-vis de la troisième voie du nouveau consensus institutionnaliste. Il y a peut-être un phénomène qui s'apparente à la percée des nouveaux philosophes autour des années 1975-77 où alternent des phases de croyance et de déception pour les grandes questions et les propositions de transformations non marginales. L'expérience chinoise démarrant en 1978-79 est pourtant une rupture institutionnelle majeure expliquant le changement de trajectoire ; changement qui, avant d'être généralisé, a souvent été testé empiriquement au niveau local (sans randomisation, par exemple les zones franches). La croissance chinoise est inexplicable sans l'analyse macroéconomique de la politique de taux de change adoptée et sans l'analyse d'économie industrielle des stratégies de remontée de filière du bas de gamme vers le haut de gamme (cf. Salama, 2012)⁴². Deux types d'analyses qui, sans trancher les débats (au sens des sciences dures), offrent un éclairage incomparable sur les grandes transformations de l'économie internationale des vingt dernières années.

Cet échec à trancher les grands débats justifie une approche modeste (sans démonstration, donc par effet de posture) pour E. Duflo qui s'accroche à une vision scientiste de la preuve, issue des expérimentations locales, où l'expert est un complément des microstructures de décisions. L'objectif est aussi de se rapprocher des préoccupations des « praticiens » de terrain et des décideurs politiques des grandes organisations internationales.

⁴¹ Problème nommé en anglais de « chicken and eggs », ou dit autrement de processus dialectique (cf. supra).

⁴² Le niveau et l'évolution de trois variables expliquent la variation de la compétitivité relative des exportations chinoises dans un monde globalisé où d'autres pays émergents existent : les salaires réels, la productivité globale des facteurs de production et enfin le taux de change.

B- Un refus de sur responsabiliser les pauvres...

Le projet est séduisant, car constatant que le droit (ou la liberté) n'a de sens que s'il s'accompagne de la capacité d'exercer son contrôle sur les décisions collectives, il refuse l'angélisme de la responsabilisation des pauvres en remplacement d'un Etat défaillant dans un contexte de vulnérabilité extrême de ceux-ci. Ainsi le marché et la démocratie locale pour gérer les biens publics ne sont-ils pas a priori suffisants pour garantir l'efficacité et la justice en l'absence ou comme substitut de l'Etat central. Il faut alors tester, grâce aux EIAA, dans quelles conditions cette gouvernance locale fonctionne - ou pas - et pourquoi⁴³. Il y a donc un refus clair de condamner a priori l'interventionnisme et l'affirmation que très souvent on demande trop aux pauvres au vu de leurs capacités.

Pour le J-PAL, la participation et le contrôle local contre la mauvaise qualité de l'offre de biens collectifs comme alternative aux audits publics ne sont pas la panacée car la promotion de l'action collective est difficile, fonction de détails peu maîtrisables et implique finalement une intervention extérieure intensive et soutenue. De nombreuses études du J-PAL sont là pour montrer la complexité des problèmes : santé en Ouganda, corruption et détournement de matériel en Indonésie, éducation au Kenya, moustiquaires imprégnées, etc. Elles participent évidemment d'une amélioration des savoirs « de terrain », mais parmi tant d'autres (pensons aux publications de l'IRD sur ces mêmes sujets et qui ne sont jamais citées ou à celle du réseau CERISE sur la microfinance).

C- ... Mais la volonté de construire un monopole scientifique sur une démarche empiriste

La prétention de l'équipe du J-PAL au monopole de la rigueur et de l'innovation, son affirmation répétée que les approches expérimentales sont la seule solution permettant de comprendre la dynamique du développement, et une stratégie d'autocitation (ils ne sont pas les seuls à faire cela) oubliant les « précurseurs » et l'histoire de la pensée du développement, a sûrement suscité l'énervement perceptible dans les travaux qui critiquent l'EIAA.

En effet, une discussion riche et vive parmi les économistes du développement a déjà commencé entre les tenants de l'approche de l'EIAA (Banerjee, 2005, Banerjee et Duflo, 2009 ; Angrist et Pischke, 2010) et des auteurs assez critiques la qualifiant de nouvel empirisme (cf. P. Bardhan, K. Basu et D. Mookherjee dans Kambur 2005).

En visant les travaux du J-PAL, D. Mookherjee (2005) regrettait que l'économie du développement soit devenue une discipline empirique. Cette évolution aurait réduit les innovations conceptuelles, les connaissances utilisables et la pensée globale ainsi que les controverses théoriques. Il rappelait que le débat entre J. M. Keynes et J. Tinbergen (1939-40) avait déjà parfaitement précisé les positions. J. M. Keynes prônait le raisonnement logique et non l'arithmétique, et militait pour l'utilisation massive de la description statistique permettant des généralisations inductives avec de simples corrélations. Il était très sceptique sur l'alchimie statistique et listait de nombreux problèmes : variables omises, erreurs de valeur, multicollinéarité, causalité inverses, endogénéité, simultanéité, décalage temporel, ... A l'inverse, J. Tinbergen, optimiste, était sûr que l'amélioration des techniques

⁴³ On pourrait penser que le questionnement n'est pas éloigné de celui de E. Ostrom (1990), mais le travail d'A. Labrousse (2012) éclaire parfaitement les points de convergences et de divergences.

économétriques résoudrait ces problèmes. D. Mookherjee rappelait aussi que T. Koopmans (1947) défendait la modélisation théorique et critiquait à cette époque la méthode de mesure empirique sans théorie des cycles développée par le NBER (A. Burns et W. Mitchell) selon trois lignes d'attaque. Premièrement il n'y a pas d'explication logique du choix des variables parmi l'ensemble des variables possibles et donc pas de la raison claire de se concentrer sur celles qui ont été choisies. Deuxièmement, il est impossible de faire des pronostics et de prévoir des évolutions structurelles. Troisièmement, sans théorie il est impossible de donner des conseils de politique économique et l'augmentation, l'amélioration des données quantitatives et de leur traitement ne changeront pas le problème.

D'autres angles d'attaque sont apparus depuis dans D. Acemoglu (2010) qui critique indirectement cette montée de l'empirisme en défendant les approches théoriques, les modèles d'équilibre général et la théorie des jeux appliquée aux problèmes d'économie politique. Une ligne de critique plus radicale venant d'économètres remet en cause la croyance dans la capacité d'améliorer fondamentalement la qualité des données collectées et leurs méthodes d'estimation économétrique (Leamer, 2010 ; Sims, 2010). Enfin, A. Deaton, (2007, 2010a, b), ou M. Ravallion (2008a) moins radical, exprime simplement le fait qu'il est souvent déçu, car les EIAA n'expliquent pas pourquoi les résultats sont ce qu'ils sont, ni la raison des réussites et des échecs. Un premier travail de synthèse critique épistémologique existe aussi en français (Labrousse, 2010). L'auteur montre en quoi il n'y a pas réellement de démonstration d'un lien de causalité dans les travaux de randomisation appliqués aux sciences sociales.

Mais, face à ces critiques, les réponses des auteurs du J-PAL (Banerjee et Duflo, 2009) se sont focalisées sur les problèmes de techniques économétriques en dialoguant avec les travaux de J.J. Heckman (1992) et les réflexions de G. Imben et J.M. Wooldridge (2008) et ne répondent jamais à des questions plus épistémologiques qui étaient posées par P. Bardhan, K. Basu et D. Mookherjee (dans Kambur, 2005). La stratégie cherche à disqualifier toutes les autres approches produisant des connaissances qui n'empruntent pas les canons de l'économie expérimentale. Seule cette dernière serait susceptible de permettre l'émergence d'une théorie sociale alternative à la théorie néoclassique. Dans ce processus, le dialogue des auteurs du J-PAL (hors débat technique sur les contraintes de l'économétrie) avec les autres courants de la pensée économique est très faible et les analyses alternatives ne sont en général pas citées ou de façon purement polémique.

Pour un lecteur du livre de W. Easterly (2009), la proximité et la sympathie affichée de l'auteur avec les EIAA, son soutien militant (Chap. XI) à des réformes pragmatiques, progressives, modestes, fondées sur des résultats directement observables et quantifiables qui ne cherchent pas à changer les gouvernements et les sociétés par des processus de conditionnalité rend peu compréhensible la virulence des attaques de E. Duflo contre cet auteur qui serait censé préconiser la réduction des montants de l'APD (ce qu'il ne fait dans ses livres que face aux gaspillages trop fréquents selon lui)⁴⁴, et être un Hayekien. Pourtant W. Easterly cite aussi très souvent A. Sen sans mobilisation contraignante de son corpus théorique, comme le fait d'ailleurs E. Duflo. Il serait aussi Friedmanien (là l'attaque n'est

⁴⁴ Il exprimait, lors d'une émission de radio, que « le consensus parmi les économistes est que ce sont plutôt les gouvernements destructeurs que la géographie destructrice qui explique la pauvreté des nations ... et que R. Mugabe était bien pire pour le Zimbabwe que les moustiques anophèles ... et qu'en conséquence il ne faut pas donner de l'argent aux gouvernements corrompus. » Ce propos ne l'empêche pas de défendre les recherches sur l'efficacité de la distribution des moustiquaires (Easterly 2006, Chap. I), ne sous-estimant pas du tout les problèmes du paludisme.

même pas expliquée). Le livre précédent de W. Easterly (2001) influence pourtant fortement le projet des EIAA.

Pour E. Duflo, les projets et leurs évaluations avant la création des EIAA auraient été « abandonnés au hasard » et « sujets à l'improvisation ». Seules les EIAA seraient des « expériences imaginatives, créatives, inédites, et rigoureuses » susceptibles de redonner un espoir dans la possibilité de trouver des politiques efficaces dans les PED. Il me semble que le refus d'E. Duflo du pessimisme que l'on trouve effectivement chez W. Easterly s'explique par une affirmation constante que seules les EIAA offrent des preuves scientifiques sérieuses (*hard evidence*), qui permettent de redevenir optimiste sur la possibilité d'une APD efficace. Les autres approches ne donneraient que des *soft evidence* à l'origine d'erreurs, de gaspillage des fonds et donc du pessimisme ambiant.

La lecture des articles des auteurs du J-PAL donne le sentiment qu'ils ne doivent rien à personne, qu'ils ont une volonté de construire progressivement une théorie sans référence ou sans influence de l'histoire de la pensée des pionniers du développement ou des auteurs contemporains. Les courants tels le *Public Choice* (critiqué), les beckeriens du capital humain (dépassés), ou encore les macro-économistes (non scientifiques) sont évoqués d'une façon très superficielle. Pour ne prendre qu'un exemple, le livre pionnier sur la corruption (Rose-Akerman, 1978) qui a créé les termes du débat de la recherche sur la corruption et qui structure toujours fortement la pensée micro-économique sur le sujet n'est jamais cité. Pourtant l'auteur propose de nombreuses solutions concrètes pour lutter contre la corruption. A-t-il été lu ? Le spécialiste de la corruption au J-PAL, (Olken, 2007, 2009) qui a par ailleurs fait une étude de terrain très riche dans des villages indonésiens, ne dialogue à aucun moment avec les nombreux auteurs qui travaillent historiquement sur le clientélisme, la corruption, et la gouvernance en économie politique.

A. Banerjee et E. Duflo (2012) s'inscrivent, dans leur chapitre 10 intitulé économie politique et politique économique, « contre l'économie politique » (p. 381), qu'ils définissent bizarrement comme la vision (partagée à torts selon eux, par de nombreux spécialistes du développement) selon laquelle la politique prime sur l'économie et où les institutions définissent et limitent la portée des politiques économiques. Pourtant, pour nos auteurs, il existe une grande marge d'amélioration du fonctionnement des institutions, même dans des environnements hostiles. Ainsi, « il semble possible de lutter jusqu'à un certain point contre la corruption sans modifier l'ensemble des institutions. Des interventions relativement simples, comme la campagne de presse mise en œuvre avec succès par le gouvernement ougandais, ont donné des résultats impressionnants » (p.367). Peut-être ! A condition d'oublier la grande corruption, les règlements de comptes entre groupes de pouvoirs et de se focaliser sur la petite corruption. Dit autrement, à condition de ne pas regarder ce qui est le plus important dans les Etats fragiles et de dépolitiser ces phénomènes.

La critique adressée par E. Duflo aux experts spécialistes de la communication dans l'espace public pourrait alors être totalement reprise pour décrire la stratégie du J-PAL, qui tente plutôt de se dissocier des autres que de monter en quoi il prolonge une histoire de la pensée et des techniques économiques déjà relativement longue. Ainsi, l'école des EIAA se fonde dans un premier temps simplement sur une technique et une procédure statistique, qui a déjà bien avant eu une longue histoire (Oakley, 1998)⁴⁵, et non sur une théorie. C'est alors le traitement

⁴⁵ A. Oakley (1998) montre que les EIAA possèdent déjà une longue histoire dans le champ de l'évaluation des politiques publiques et en sciences sociales. Elle parle même d'un âge d'or pour les années 1960. Ainsi, l'idée n'est pas si nouvelle et a déjà suscité un débat au sein de la communauté des évaluateurs.

spécifique des données concernant les comportements humains qui unifie les sciences sociales (économie, sociologie, sciences politiques) et qui casse les frontières disciplinaires. L'unification ne se fonde pas sur une réflexion épistémologique concernant les difficultés des approches pluridisciplinaires. Cette faiblesse pourrait expliquer la tendance à se créer des ennemis (Easterly et le *Public Choice*) en les caricaturant, ou en leur prêtant des propos qu'ils ne tiennent pas, ou encore à ne pas citer rigoureusement les auteurs ayant déjà produit des savoirs sur les sujets traités et de les labéliser rapidement de « tradition » en opposition à l'innovation du J-PAL qui seul offre des solutions rigoureuses et opérationnelles. Il n'y a pas de confrontation aux nombreux auteurs produisant des travaux comportementalistes. Par exemple pour revenir à un cas déjà cité, il n'est pas fait mention des travaux de G. Akerlof (2001) étudiant comment les choix macroéconomiques doivent prendre en compte les biais cognitifs, la réciprocité, la loyauté, les statuts sociaux, l'identité, etc.

A la suite de nombreuses critiques, ce travers de ne jamais citer les auteurs qui ont structuré un sujet tend à s'atténuer. Mais alors l'humble plombier se transforme en grand architecte et pose par ailleurs des questions très intéressantes.

3.3. Un projet de construction d'une théorie fondée sur les comportements de procrastination

Pour les auteurs liés au J-PAL, la validité de l'expérience ne repose pas sur la validité de la théorie, car il n'y a pas de théorie à tester et donc pas de démarche hypothético-déductive. C'est donc le comportement observé qui permet de construire une théorie. La démarche est alors inductive et peut contredire le corpus dominant. Il y aurait un pouvoir subversif de l'expérience dès lors que les acteurs de terrain doivent accepter d'être contredits. Le champ de réflexion est celui de l'économie comportementaliste au sens large prenant en compte le rôle des facteurs psychologiques, et sociologiques dans les choix individuels. Le programme de recherche est évidemment passionnant car le choix d'une personne⁴⁶ (un agent, un individu ?) déprimée (sans aller jusqu'à une personne maniaco-dépressive) et/ou très croyante, sa capacité de résilience à la suite d'un choc s'éloigne fortement des comportements étudiés dans les modèles standards de la théorie économique.

A- Une critique de la rationalité de l'homo oeconomicus : la procrastination

Pour répondre aux premières critiques (cf. infra), A. Banerjee et E. Duflo (2009) et Duflo (2009) affirment aujourd'hui que la somme des travaux du J-PAL permet de tester les théories (exemple l'économie de l'information) et de commencer une remise en cause du paradigme néo-classique de rationalité et de maximisation des fonctions d'utilité de l'*homo oeconomicus*. La nouvelle théorie en construction serait une théorie économique et sociale alternative intégrant, à partir des études de terrain, des savoirs pluridisciplinaires et qui devrait être capable d'éclairer les comportements paradoxaux ou non rationnels. Le travail statistique permettant de tester des hypothèses concernant les comportements politiques, sociaux, économiques, psychologiques, il devient possible d'étudier ce que chaque corpus disciplinaire dit sur une étude de terrain. Il s'agit alors d'une théorie épidémiologique de la

⁴⁶ R. Mahieu (2012) attire l'attention dans ses travaux concernant l'éthique économique (voir sur le site de l'association FREE, www.ethique-economique.fr) sur les conséquences qu'il y a à étudier la personne, l'individu, ou l'agent économique.

contagion sociale. L'innovation sociale serait comme un virus, elle survit si elle est diffusée avant que son porteur initial ne l'abandonne.

L'objet n'est alors, selon nous plus du tout humble et réduit, et penche vers une méta théorie qui n'est pas encore assumée, ou « bouclée », mais qui permettra la jonction avec des programmes en vogue (économie comportementale, neuro-économie)⁴⁷. Dans cette logique l'individu n'est pas une unité unique et cohérente, il est constitué d'identités multiples. Son cerveau est aussi constitué de zones différenciées : celle de la rationalité, de la réflexion et de la conscience et celle de l'émotion, des instincts et de l'inconscient. Ces multiples écartèlements l'empêcheraient de faire des choix rationnels, et ses décisions présentes ou intertemporelles seront erronées à cause de multiples dissonances cognitives.

L'hypothèse est que les agents économiques sont impulsifs, ludiques et ont une forte préférence pour le présent : nous sommes en présence de comportements de procrastination. « Le moi d'aujourd'hui est impatient et impulsif : il veut profiter de la vie ici et maintenant. Au contraire quand nous envisageons le futur, nous le faisons avec notre cerveau rationnel. » (E. Duflo, 201, p. 35). L'exemple donné est classiquement celui de la dépendance au tabac et l'auteur mobilise une référence à l'imagerie médicale utilisée dans les neurosciences. Bizarrement, la procrastination en psychologie renvoie à une tendance pathologique à remettre au lendemain les actions que l'on devrait mettre en œuvre aujourd'hui. Il s'agit d'un comportement défensif face à une tendance perfectionniste, face à l'angoisse de l'échec ou de la réussite avec souvent des alternances de dépression et d'hyperactivité. Il ne s'agit donc en aucun cas d'un manque d'information ou de ressource, ou encore de la présence de comportements mimétiques... Le terme est donc employé, il me semble, en prenant beaucoup de liberté avec son origine scientifique (voire en en détournant le sens) et semble peu adapté à la description des contraintes subies par un paysan pauvre et vulnérable ; contraintes censées rendre le pauvre courttermiste et sensible aux élasticités des prix.

B- Des résultats sur la procrastination et les élasticités prix

Les études expérimentales sont alors censées démontrer la présence d'élasticité prix très spécifiques, voire atypiques. Les cas de référence sont ceux de l'élasticité aux prix (i) de la consommation de biens de santé ou d'éducation (vaccins, moustiquaires imprégnées, pastilles de désinfectant pour l'eau, ou cachet pour le déparasitage, retrait du système scolaire, absentéisme) et (ii) des achats d'inputs (engrais, petit matériel), (iii) des emprunts (microcrédit, don). De façon classique, le prix a un effet sur la quantité demandée et permet de révéler les préférences des individus. Par ailleurs un bien peut-être demandé mais ne pas être utilisé, ce qui occasionne un gaspillage de ressources rares ou une externalité négative si la consommation a un effet social positif. Ce cas est d'autant plus fréquent que le bien est gratuit.

On peut alors se demander si un bien gratuit (évidemment plus demandé que s'il est payant) sera ou non utilisé. La gratuité peut même être ressentie par le consommateur potentiel comme un manque d'efficacité du bien. Sans que le concept ne soit mentionné par E. Duflo, de nombreux biens sous tutelle⁴⁸ (de concernement politique et étatique) sont sujets à ce

⁴⁷ Les travaux de D. Kahneman ou de V. Smith (récompensés par un prix Nobel en 2002 pour leurs recherches en économie comportementale et expérimentale de laboratoire) ne sont pas cités.

⁴⁸ Pour R. Musgrave (1957) les biens sous tutelle (*merit good*) sont des biens dont l'évaluation sociale ne provient pas uniquement des informations fournies par les préférences individuelles. Ils introduisent les

questionnement. Le manque de consommation ou d'investissement peut en effet venir soit du manque de ressource soit du manque de concernement des individus par manque d'information ou par des choix courttermistes. Il faut alors encourager la consommation au-delà de la demande spontanée en créant des incitations. Cette position refuse les hypothèses néo-classiques de l'autonomie absolue et de la souveraineté du consommateur et de l'utilitarisme (cf. Saint Paul, 2012)⁴⁹. Elle critique les auteurs (par exemple W. Easterly) qui refusent la contrainte d'une consommation forcée au non de la liberté et du respect de la personne. Le design du J-PAL se focalise alors sur les mécanismes incitatifs (entre autres la variation du prix des biens) testés par la randomisation et qui permettent, au cas par cas, d'améliorer l'offre et la demande de la consommation de biens collectifs dans un univers de procrastination.

C- Une rupture partielle avec le modèle hypothético-déductif

A. Vining (cité dans Mookherjee, 2005) avait codifié un guide de la méthode quantitative ou hypothético-déductive : (1) on commence par la phase exploratoire des données permettant la description empirique des phénomènes et de leur régularité, (2) on construit un modèle théorique par le choix des relations fondamentales qui possèdent le plus grand degré d'invariance et d'autonomie vis-à-vis des changements ordinaires dans la structure de l'économie, (3) on teste le modèle, puis on en fait une estimation et (4) enfin on présente les prédictions permises par le modèle, (5) on choisit d'utiliser la moins mauvaise des théories pour les prédictions et les conseils de politique économique. A. Vinning se demandait s'il était souhaitable de quitter la première étape pour passer aux suivantes quand les recherches continuaient sur celle-ci.

L'empirisme des EIAA ne se plie pas à cette méthodologie en choisissant une méthode inductive, et ainsi la construction d'une théorie peut se faire par généralisation à partir de la seule étape n°1. Il est en effet possible qu'il y ait une prédiction sans explication, c'est-à-dire une prédiction sans théorie des relations entre les variables considérées et en particulier pas de distinction entre les variables causes et les variables effets. Une corrélation ou le travail très empiriste des chartistes (Burns et Mitchell cités supra) sur les cycles offrent une prédiction, mais il en faut plus avoir une explication causale permettant de déterminer l'ordre chronologique des événements où la cause entraîne l'effet. L'exemple donné par M. Blaug

motivations spécifiques de la puissance publique. Leur production et leur consommation font l'objet d'un concernement étatique car les préférences de l'Etat sont différentes de celles manifestées par les individus parallèlement. Ce qui les différencie des biens publics c'est que pour ces derniers l'Etat doit prendre des décisions qui se rapprochent le plus possible des préférences individuelles agrégées et que, cette condition étant respectée, la souveraineté du consommateur n'est pas violée. Pour les biens tutélaires, l'Etat est alors de façon justifiée le tuteur de la consommation s'il y a distorsion des préférences individuelles et divergence entre celles-ci et le bien-être individuel. L'origine de ce double phénomène a des causes multiples : l'ignorance, le manque de sens des responsabilités, le manque d'information ou des informations incomplètes ou trop complexes à gérer, l'irrationalité des choix, la présence d'externalités difficiles à déceler ou analyser. Les exemples classiques de Musgrave sont l'éducation (obligatoire), la prohibition des drogues, l'assurance obligatoire, et la culture.

⁴⁹ L'auteur affirme que le post-utilitarisme de l'économie comportementale milite en faveur de politiques publiques paternalistes faisant fi des préférences révélées. Les dissonances cognitives accouchant de comportements irrationnels, seul l'expert qui est un planificateur social peut inciter l'individu à agir dans son propre intérêt (qu'il ne connaît pas) et d'une façon socialement vertueuse pour la collectivité. G. Saint Paul voit là un système fortement coercitif et de transfert de responsabilité des individus aux experts, rois de la raison et de la mesure des effets des politiques publiques. Cette dérive favoriserait les politiques de prévention globale concernant toute la population (potentiellement à risque) et non la répression sur les individus « problématiques » du point de vue social qui sont passés à l'acte .

(1982) est la théorie de Newton (la loi universelle de l'attraction qui autorise des prédictions sans aucun mécanisme causal). Il peut y avoir aussi des explications sans prédiction. Les théories de C. Darwin, de S. Freud, ou encore le travail des historiens est dans cette logique. Mais il n'y a pas alors de lois universelles généralisables car nous sommes dans une logique qui privilégie le contexte. Les diverses EIAA menées peuvent se ranger, selon les cas, dans ces deux situations. Dans un premier cas, les évaluations d'un type de politique mis en œuvre ont par exemple démontré son efficacité et le décideur peut dupliquer sans savoir pourquoi cela a bien fonctionné (prédiction de réussite sans explication). Dans un second cas, le chercheur ne peut pas recommander de dupliquer la politique testée car il comprend le mécanisme d'incitation subi, mais ne sais pas s'il fonctionnera ailleurs. Les EIAA sont alors condamnées par leurs observations partielles

Il est cependant évident pour moi qu'une théorie explicative mais non prédictive est très intéressante et possède un objectif plus crédible dans le domaine des sciences sociales que les modèles épistémologiques invoqués généralement et qui, dès le XIX^{ème} siècle, ont calqué la méthodologie de la recherche scientifique sur les sciences de la nature (K. Popper par exemple). Cependant les EIAA ne se présentent pas comme des explications discutables, mais comme des preuves irréfutables concernant le cas étudié. Seule une autre expérience pourrait trouver un autre résultat, d'où la controverse sur l'impossibilité de généraliser les leçons des expériences menées. Ce scientisme et ce positivisme sont alors communs à la démarche empiriste des EIAA et à la démarche hypothético-déductive des modélisateurs. C'est ce que nous évoquons avec l'expression rupture partielle.

L'infirmité de K. Popper (ou sa version moins agressive et dogmatique chez Lakatos) propose de s'en tenir à l'élaboration des critères (une norme) permettant d'apprécier les hypothèses scientifiques concurrentes en postulant que le vrai est toujours provisoire en attente d'infirmité. Une théorie doit pouvoir, dans sa formulation, être infirmée par un contre-exemple et des observations empiriques (souvent économétriques). Le chercheur devrait même, de façon idéale, spécifier quel type d'observation pourrait infirmer sa théorie et ne jamais faire de prédiction venant de théories concurrentes. Il n'y a pas une logique de la preuve mais juste une logique de la réfutation (la falsifiabilité). L'induction est, dans ce sens, toujours un point de vue subjectif, car tous les faits sont porteurs d'une théorie et l'induction ne peut être qu'une logique incorrecte et non démonstrative, puisque les prémisses peuvent être vraies et la conclusion fautive (le fameux j'ai vu un grand nombre de cygnes blancs et jamais de noirs, donc tous les cygnes sont blancs). Seule la logique déductive fournit des raisonnements contraignants et démonstratifs où les prémisses vraies impliquent toujours des conclusions vraies. L'induction peut être alors une méthode de confirmation d'une hypothèse, comme c'est souvent le cas en statistique. La logique de la confirmation est valable, non démonstrative et donc toujours précaire. Les EIAA ne s'intègrent pas dans une démarche infirmité, car elles pensent par cas et ne testent pas de théorie, ou de grille de lecture. Privilégier les tests statistiques comme forme de preuves dans les démarches hypothético-déductives ou dans les approches inductives pose toujours le problème de l'inférence statistique⁵⁰.

⁵⁰ L'inférence statistique utilise les observations tirées d'un échantillon pour en inférer quelque chose sur la caractéristique inconnue de l'ensemble de la population. En le faisant, on peut être soit trop strict soit trop laxiste. Une hypothèse est vraie pourvu qu'il n'y ait pas plus de 5% de chance qu'elle soit fautive. C'est une convention et non pas une affaire de logique (un cygne noir est toujours possible). Une théorie (ou une évaluation) ne possède alors qu'un degré de corroboration (elle est plus ou moins confirmée), mais le problème, qui reste entier, c'est que les théories rivales (ou les évaluations rivales) ont souvent des domaines différents et donc il est difficile de les classer les unes par rapport aux autres dans leur capacité explicative. Existe-t-il un

D- Les enquêtes de terrain et les sciences sociales

L'aspect le plus novateur des EIAA est de mettre l'enquête de terrain au centre de la recherche, dans une discipline où les enquêtes sont peu nombreuses et peu valorisées. Cependant, ce faisant, elles ne s'inspirent pas des débats méthodologiques des disciplines qui avaient dès leur origine réfléchi sur la relation entre l'enquête, son interprétation, sa restitution et son utilisation analytique par un processus de généralisation.

La trajectoire méthodologique de J.-C. Passeron⁵¹ ouvre une piste méthodologique très intéressante pour les travaux d'évaluation de politiques locales impliquant des enquêtes et leur traitement. Il part d'un constat sur l'émergence d'une tension durant le XX^{ème} siècle « entre d'une part l'ambition d'unifier ses connaissances dans de vastes paradigmes soumis à des contraintes de plus en plus fortes portant sur l'homogénéité du langage de leurs preuves et démonstrations et, d'autre part, un processus de fragmentation croissante des corpus, des méthodes et des théories qui a accompagné la spécialisation des recherches dans des disciplines de plus en plus pointues : non seulement spécialisation des techniques d'analyse et de mesure perfectionnées dans les différents métiers scientifiques, mais tout autant multiplication des théories concurrentes et de formalismes distincts, souvent disjoints, parfois sans communication, y compris au sein d'une même discipline ». Mais, poursuivent J.-C. Passeron et al. (2005) « nous assistons au piétinement ou à la révision des grandes ambitions totalisantes au sein même des disciplines qui semblaient les plus propices à l'extension indéfinie de la formalisation et cela au profit de la démultiplication, de la sectorisation, de la spécialisation des espaces de formalisation, de mathématisation, et de théorisation, chacun découpé, sans plus se référer à un cadastre universel. Cette crise du projet de décalquer l'épistémologie des sciences sociales sur les méthodes des sciences exactes ouvre la discussion sur la recherche qui pense par cas, sur la casuistique des types-idéaux des historiens comparatistes dans la logique de M. Weber ».

Les sciences sociales sont alors des sciences historiques et non pas des sciences réfutables au sens de K. Popper (paradigme naturaliste ou logiciste) car elles ne peuvent avoir la même force probatoire ou le même régime de vérité. La recherche multidimensionnelle fondée sur un terrain (observation et diagnostic économique, sociologique et d'économie politique) devrait alors justifier ses choix méthodologiques principalement autour de la question de l'exemplarité logique ou analytique d'un cas et non sur un traitement purement technique et statistique. Raisonner par cas permettrait pour J.-C. Passeron et al. (2005) d'approfondir les propriétés d'une singularité accessible à l'observation, d'en extraire une argumentation de portée plus générale avec des conclusions pouvant être réutilisées pour fonder d'autres

système de commensurabilité permettant de hiérarchiser les théories (ou les évaluations) et qui permette de déterminer le programme qui permet des progrès supérieurs aux autres ?

⁵¹ Auteur avec P. Bourdieu et J.-C. Chamboredon du manuel de référence d'épistémologie en France *Le métier de sociologue, préalable épistémologique* (1968). Le livre était un plaidoyer pour appliquer aux sciences sociales la même méthodologie que celle des sciences de la nature. J.-C. Passeron (avec J. Revel, 2005) s'éloigne de cette position pour privilégier une approche proche de la méthodologie comparative de M. Weber fondée sur le dualisme anti positiviste et refusant donc l'unité des méthodologies scientifiques. A la différence des Sciences de la nature, les Sciences de la culture étudiant l'action humaine et la complexité des choix (les intentions, les motifs subjectifs, etc.) individuels ne peuvent qu'être compréhensives (instrument d'intelligibilité), situées historiquement, et donc donner un sens subjectif au monde, tout en respectant le principe de la neutralité axiologique. Le travail se fonde sur des enquêtes, articulées à de la production de typologies en termes d'idéal type, et cherchera alors les écarts à cet idéal type. Cette position laisse entière la question de la méthodologie de la macroéconomie, sachant par ailleurs qu'il semble bien que M. Weber pensait que la méthodologie de l'économie politique pouvait se rattacher aux Sciences de la nature.

intelligibilités ou justifier d'autres décisions. Il faut toujours évaluer l'écart qui existe entre un cas et l'idéal type dont il se rapproche dans la grille de lecture typologique.

J.-P. Olivier de Sardan (2013) en refusant à la fois le positivisme (la science n'est qu'expérimentale et il existe une réalité essentielle extérieure aux individus) et la phénoménologie (toute connaissance du monde doit être rabattue sur une connaissance par un sujet) est proche de la proposition de J.-C. Passeron : une recherche a une visé scientifique, c'est-à-dire propose une connaissance véridique empiriquement fondée, mais selon les critères des sciences sociales (véridicité et plausibilité). Il parle de « l'approximatif rigueur de l'anthropologie » fondée sur l'enquête de terrain et sur l'interprétation des résultats. Quand les données sont qualitatives, les résultats statistiques sont décevants, les lois universelles très rares, et nous sommes dans le domaine des ordres de grandeurs, des tendances, des cas types et des théorie locales avec des généralisations plus ou moins assurées. L'interprétation demande dans ces situations une rigueur logique, argumentative et théorique, mais demeure forcément dans le domaine du plausible et non de la vérité, car les chiffres sont analysés par un individu et sa subjectivité, son expérience, et ses croyances. La virtuosité interprétative, narrative, rhétorique est simplement contrainte par la rigueur empirique et enracinée dans les données d'enquête de terrain. Avec cette mosaïque hétéroclite de données interprétées (pour reprendre ses mots), nous sommes dans l'à-peu-près, mais pas dans le n'importe quoi. La vérification empirique existe, est très contraignante (l'adéquation entre la théorie, sa présentation narrative et les données récoltées), mais ne se présente pas comme la preuve scientifique de vérité. Nous sommes définitivement alors dans le domaine du plausible. J.-P. Olivier de Sardan militant pour un constructivisme réaliste ayant un objectif de véridicité refuse le relativisme ou l'anarchisme épistémologique (par ex. Feyerabend) des courants post modernes. Il ne subit donc pas, de mon point de vue, la charge de J.-J. Rosat (2009) contre le relativisme et le constructivisme⁵² d'un auteur tel B. Latour.

La thèse de J.-J. Rosat permet de penser que l'hypothèse de l'unicité méthodologique peut fonctionner dans les deux sens. Le premier sens, que nous avons étudié dans cette contribution et qui est traditionnel et dominant en économie, s'observe avec l'injonction que la science économique ou la sociologie doit se construire selon la méthode des sciences exactes, telles la physique. La vérification d'une théorie grâce aux données empiriques traitées statistiquement autorise alors de formuler une loi. A l'inverse le second sens est défendu par un auteur comme B. Latour qui pense que le relativisme des sciences humaines et le principe d'historicité doivent aussi s'appliquer aux sciences de la nature, en l'occurrence la biologie dans son exemple concernant la mort de Ramsès II par le bacille de Koch (la tuberculose), qui pour B. Latour n'existait pas avant que la science (R. Koch, en 1882) ne le construise, ne l'analyse, ne le nome et ne le comprenne.

On peut alors penser qu'un raisonnement non démonstratif (la logique incorrecte de l'induction) peut persuader une personne raisonnable et offre une intelligibilité du monde située historiquement alors qu'un raisonnement démonstratif (la logique correcte qui est déductive) peut convaincre une personne entêtée. Mais, la déduction logique ne serait dans les

⁵² Le constructivisme de la justification, selon la définition de J.-J. Rosat (2009) affirme que les faits dépendent du langage qui permet la description et donc que les faits sont produits par notre description. Il engendre ainsi le relativisme où « Vrai signifie seulement justifié dans un système épistémique donné et la distinction entre croyance vraie et croyance tenue pour vraie au sein d'une société ne peut plus être faite ». Cette défiance généralisée à l'égard de la Vérité elle-même, que critique l'auteur, n'a rien à voir pour lui avec l'exigence de véricité qui représente une attitude qui est juste sceptique sur la possibilité d'une vérité sur des sujets de sciences sociales où les concepts et les « lois » ne sont pas naturelles, mais historiques, et produites par les forces sociales. Ces constructions sociales ne fonctionnent que dans un environnement temporel et spatial donné.

sciences sociales qu'une machine à faire des saucisses qui ne restitue à l'extrémité que ce qu'elle a reçu à l'autre, et ce n'est donc que par l'induction que l'on peut apprendre quelque chose de nouveau sur le monde (J. Stuart Mill). La pertinence de l'induction est de permettre des hypothèses, des conjectures, des découvertes sur les relations effectives entre des variables pertinentes et cette approche compréhensive est parfaitement adaptée aux nouveaux sujets de l'économie du développement. Parallèlement, la structure déductive autoriserait (si elle était possible, réalisée ou tout du moins réalisable) la création d'une théorie scientifique (régularité, causalité et prévision). Les EIAA dans leur choix empiriste et inductif apportent potentiellement (surtout si elles s'autonomisent vis-à-vis des attentes et de la rhétorique des IFI) des compléments de savoirs grâce aux études de terrain, mais leur défense intransigente du monopole scientifique de la randomisation et leur refus de dialogue les enferment dans un fonctionnement sectaire et non pluraliste de la recherche.

Conclusion

L'impossibilité de construire une méta-science économique contemporaine, c'est-à-dire post marxiste ou post néoclassique caractérise la pensée actuelle. Les divers courants théoriques assemblent alors, dans un discours unificateur, des pièces d'intelligibilité partiellement sécantes, relativement disjointes plus au moins cohérentes ou en concurrence ou sans grande interaction les unes avec les autres. Certaines pièces du puzzle d'un courant peuvent par ailleurs dire la même chose qu'un autre courant mais avec des discours différents, ou au contraire avoir le même discours méthodologique et dire des choses différentes.

Il résulte de cette situation une frustration qui émerge chez les auteurs produisant un simple morceau du puzzle (par ailleurs de plus en plus petit et technique), et qui aimeraient bien garder la rigueur apportée au façonnage de leur pièce à leur propos global sur la société⁵³. La généralisation du travail de recherche (le travail d'intégration des pièces qui devrait se faire sans joint, c'est-à-dire sans contradiction méthodologique) passe alors par le travail de l'éditorialiste, par les écrits de vulgarisation (livres ou synthèse de rapport de recherche), et enfin par les médias en général, signe de reconnaissance parallèle aux publications académiques. Il semble alors que seuls la rhétorique et les textes littéraires assemblent grâce à leur flou ce fameux puzzle qu'est l'explication globale de la dynamique des sociétés. Plus la conception du façonnage est technique, plus grande devra être la liberté prise pour transmettre la production à destination de la société et des décideurs publics.

Ce grand écart serait une des origines du malaise qui existe chez les économistes. Le malaise actuel que suscite la pensée économique du développement pourrait alors s'expliquer par la tension entre (i) l'impossibilité d'avoir une théorie économique complète et globale des institutions gardant la pureté des critères de l'analyse économique (non pluridisciplinaire) et (ii) un objectif exorbitant et donc prétentieux de vérité sur la dynamique du phénomène complexe du développement et une arrogance méthodologique.

⁵³ Ce problème ne concerne pas seulement les post néo classiques allant des nouveaux keynésiens à l'économie de l'information, etc. L'École de la régulation a rencontré la même difficulté à intégrer un micro conventionnaliste à la macroéconomie. La controverse entre B. Amable et O. Favreau sur l'individualisme méthodologique, qui s'est soldée par une rupture, ainsi que les propositions d'holindividualisme de B. Billaudot, sont assez symptomatiques de ces tensions. Ceux qui ont réussi à gérer l'intégration de façon opérationnelle l'ont souvent fait grâce à la rhétorique ou à l'habileté littéraire et alors certains membres de l'école de la régulation très critiques sur la théorie des jeux ou sur la macroéconométrie font appel pour soutenir leur propos à B. Amable ou à M. Aoki.

Ce scientisme à la mode arrange aussi les décideurs car les conclusions fournies par les experts sont censées permettre que la politique (les intérêts et les conflits) s'efface devant la gestion scientifique des problèmes sociaux, ce fameux gouvernement par le chiffre (Lascoumes et Le Galès, 2005). Il est alors plus facile d'affirmer que toute querelle ne peut relever que de l'ignorance ou d'une volonté d'une minorité hermétique au bien collectif. Ce scientisme permet aussi de produire un discours rassurant gommant les difficultés de la planification des politiques publiques dans un univers d'incertitude et non de risques calculables par des ingénieurs.

Nous avons présenté l'ébauche d'un cadre permettant de contourner le problème pour analyser les institutions (i) en refusant l'unicité méthodologique et la référence à un critère de Vérité scientifique, (ii) en proposant le cadre contraignant de la véridicité des théories confortée par des données empiriques, (iii) en affirmant que l'expérimentation n'est qu'une option parmi bien d'autres, et que son champs de pertinence est beaucoup plus réduit que ne l'affirme les promoteurs de la méthode (iii) en réhabilitant la colligation, l'induction, l'abduction et (iv) en proposant la production de savoir par des narrations analytiques.

Les narrations analytiques se fondent sur (i) une grille de lecture (des concepts définis et articulés) ; (ii) une grille d'observation (acceptant plusieurs niveaux, global, macro, méso, micro) ; (iii) l'intégration dans un texte (et non dans une équation) des données de plusieurs champs des sciences sociales et issues de plusieurs techniques ; (iv) une référence à une typologie ou à des idéaux-types. Elles participent de la démarche compréhensive de M. Weber permettant de rendre intelligible les sociétés et leurs évolutions. Les narrations analytiques devraient permettre une forme de diagnostic permettant de déboucher sur des conseils à valider dans un processus politique où la subjectivité et les préférences de chacun dialoguent avec les résultats proposés. Elles sont enfin susceptibles d'évaluation. Plus les données sont qualitatives, incomplètes, discutables, incertaines (au sens qu'il n'existe même pas une conjecture probabilisable) et que des chocs ou bifurcations peuvent concerner la variable étudiée, plus les narrations analytiques me semblent pertinentes.

Références bibliographiques

Acemoglu A. (2010), Theory, General Equilibrium, and political Economy in Development, *Journal of Economic Perspectives*, 17-32.

Acemoglu D., Johnston S., Robinson J. (2001), The Colonial Origins of Comparative Development : an Empirical Investigation, *American Economic Review*, 938-963.

Addes A., Di Tella R. (1997), The new economics of corruption: A survey and some new results, *Political Studies*, 496-515.

Agence Française de Développement et European Development Network (2012), 9^e conférence AFD/EUDN, Malaise dans l'évaluation : quelles leçons tirer de l'expérience du développement ?, Paris, 26 mars 2012. URL : <http://www.afd.fr/home/presse-afd/evenements/conference-eudn/EUDN2012>

Agence Française de Développement et European Development Network (2010), 8^e conférence AFD/EUDN, Mesure pour mesure : sait-on vraiment mesurer le développement ?, Paris 1^{er} décembre 2010. URL : <http://www.afd.fr/home/presse-afd/evenements/conference-eudn/EUDN2010>

Akerlof G. (2001), Behavioral Macroeconomics and Macroeconomic Behavior, Nobel Prize Lecture, URL : http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economic-sciences/laureates/2001/akerlof-lecture.html.

Algan Y., Cahuc P. (2007), *La société de défiance : comment le modèle social français s'autodétruit*, Ed. Rue d'Ulm.

Algan Y., Cahuc P. (2010), Inherited trust and growth, *American Economic Review*, 2060-2092.

Angrist J., Pischke J. (2010), The credibility revolution in empirical economics: How better research design is taking the con out of economics, *Journal of Economic Perspectives*, 3-30.

Aoki M. (2001, traduction 2006), *Fondements d'une analyse institutionnelle comparée*, Albin Michel.

Ballet J., Dubois J.-L., Mahieu F.-R. (dir.) (2009), *Sen, libertés et pratique du développement*, *Tiers Monde*, 198.

Banerjee A. (2005), New Development Economics and the Challenge to Theory, dans R. Kanbur, *New Directions in Development Economics : Theory or Empirics ?*, *Economic and Political Weekly*, 30-39.

Banerjee A., Chattopadhyay R., Duflo E., Keniston D. (2009), Rajasthan police performance and perception intervention, *Working paper J-Pal*.

Banerjee A., Chattopadhyay, Duflo E, Keniston D. (2010), Can institution be reformed from within ? Evidence from randomized experiment with the Rajasthan police, *Working paper J-PAL*.

Banerjee A., Deaton A., Lustig N., Rogoff K. (2006), *An Evaluation of World Bank Research 1998-2005*, Banque Mondiale.

Banerjee A., Duflo E. (2009), L'approche expérimentale en économie du développement, *Revue d'Economie Politique*, 691-726.

Banerjee A., Duflo E. (2012), *Repenser la pauvreté*, Le Seuil.

Banque Mondiale (2003), *Guide pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social*, Poverty Reduction Group and Social Development Department.

Banque Mondiale (2005), *Équité et développement*, Rapport sur le développement dans le monde 2006.

Bardhan P. (2005), Theory or empirics in Development economics, dans R. Kanbur, New Directions in Development Economics: Theory or Empirics?, *Economic and Political Weekly*, 14-19.

Basu K. (2005), The New Empirical Development Economics: Remarks on Its Philosophical Foundations, dans R. Kanbur, New Directions in Development Economics: Theory or Empirics ?, *Economic and Political Weekly*, 20-29.

Bates R., Greif A., Levi M., Rosenthal J.L., Weingast B. (1998), *Analytic Narratives*, Princeton University. Press.

Blaug M. (1982), *La méthodologie économique*, Economica.

Bourguignon F. (2004), Le triangle pauvreté-croissance-inegalité, *Afrique contemporaine*, 29-56.

Bourguignon F. (2010), La banque mondiale : un équilibre difficile entre expertise et bureaucratie, PSE, G-MonD, *Working Paper*, n° 8.

Brochier H. (1995), L'économie comme science positive et normative, in A. d'Autume et J. Cartelier, *L'économie devient-elle une science dure ?*, Economica, 39-54.

Burnside C., Dollar D. (2000), Aid policies and growth, *American Economic Review*, 847-868.

Cartier-Bresson J. (1998), Les analyses économiques des causes et des conséquences de la corruption : quelques enseignements pour les PED, *Mondes en développement*, 102, 25-40.

Cartier-Bresson J. (2000a), Corruption, libéralisation, et démocratisation, et La Banque mondiale, la corruption et la gouvernance, *Tiers Monde*, 161, 9-22 et 165-192.

Cartier-Bresson J. (2000b), La Banque mondiale, la corruption et la gouvernance, *Tiers Monde*, 161, 165-192.

Cartier-Bresson J. (2006), AIPS : L'analyse des impacts sur la pauvreté et le social, une première revue, *Réseau Impact*.

Cartier-Bresson J. (2008), *Economie politique de la corruption et de la gouvernance*, L'Harmattan.

Cartier-Bresson J. (2010a), Analyse bibliographique de William Easterly, *Le fardeau de l'homme blanc : l'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*, Genève, éditions Markus Haller, 2009, 512 p., *Tiers Monde*, 204, 200-203.

Cartier-Bresson J. (2010b), Les mécanismes de construction de l'agenda de la gouvernance, *Mondes en Développement*, 152, 111-127.

Cartier-Bresson J. (2010c), La corruption entre analyse positive et normative, in D. Darbon (éd.), *Le comparatisme à la croisée des chemins*, Karthala, 141-153.

Cartier-Bresson J. (2011), Official Development Assistance in fragile States, *Crime Law and Social Change*, 495-507.

Cartier-Bresson J. (2013), L'analyse microéconomique des vulnérabilités dans les pays en développement, in Bresson M., Geronimi V., Pottier N. (dir.), *La vulnérabilité : questions de recherches en sciences sociales*, Fribourg, Presses universitaires de Fribourg, coll. Res socialis. Sous presse..

Cartier-Bresson J., Destremeau B., Lautier B. (2009), Les mots du développement : trajectoires et pouvoirs, *Tiers Monde*, 200, 725-734.

Chang H. J. (2011a), Institutions and economic development : theory, *Policy and History*, 473-498.

Chang H.J. (2011b), Reply to the comments on « Institutions and economic development : theory, policy and history », *Journal of Institutional Economics*, 577-581.

Cling J.-P., Roubeaud F. (2008), *La Banque mondiale*, La Découverte.

Cohen D., Guillaumont Jeanneney S., Jacquet P. (2006), *La France et l'aide publique au développement*, Conseil d'Analyse Economique, rapport n° 62.

Collier P. (2007), *The Bottom Billion*, Oxford University Press.

D'Autume A. Cartelier J. (1995), *L'économie devient-elle une science dure ?*, Economica.

Deaton A. (2007), Evidence-Based Aid Must not Become the Latest in a Long Sting of Development Fads, in A. Banerjee, *Making Aid Work*, MIT Press, 60-61.

Deaton A. (2010a), Instruments, Randomization and Learning about Development, *Journal of Economic Literature*, 424-55.

Deaton A. (2010b), Understanding the Mechanisms of Economic Development, *Journal of Economic Perspectives*, 3-16.

Delarue J., Naudet J-D., Sauvat V. (2009), Les évaluations sont-elles utiles ? Revue de littérature sur connaissances et décisions, *Série Notes et méthodologiques*, n° 3, AFD.

Devaux Spatarakis A. (2012), The naturalisation of RCTs in France, contribution colloque AFEP.

Diarra G., Plane P. (2012), La banque mondiale et la genèse de la notion de bonne gouvernance, *Mondes en Développement*, 158, 51-70.

Dollar D., Kraay A. (2000), Growth is good for the poor, *Working paper*, Development Research Group, World Bank.

Duflo E. (2009), *Expérience, science et lutte contre la pauvreté*, Fayard.

Duflo E. (2010a), *Le développement humain*, Le Seuil.

- Duflo E. (2010b) *La politique de l'autonomie*, Le Seuil.
- Duflo E., Hanna R., Ryan S. (2007), Monitoring Works: getting teachers to come to school, Document de travail. URL : <http://economics.mit.edu/files/2066>
- Easterly W. (2001), *Elusive Quest of Growth, : Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics*, MIT Press.
- Easterly W. (2006, traduction française 2009), *Le fardeau de l'homme blanc : l'échec des politiques occidentales d'aides aux pauvres*, Markus Haller.
- Elster (2000), Rational Choice History : A Case of Excessive Ambition, *American Political Science Review*, 94, 685-695.
- Fishman R., Gatti R. (2000), Decentralization and corruption: evidence across countries, *World Bank Policy Research Working Paper*.
- Fishman R., Miguel E. (2006), Culture of corruption: evidence from diplomatic parking ticket, *NBER Working Paper*.
- Giovalucchi F., Olivier de Sardan J.P. (2009), Planification et gestion dans l'aide public au développement, *Tiers Monde*, 198, 398-406.
- Greif A. (1993), Contract enforceability and economic institution in early trade: the Maghribi trader's coalition, *American Economic Review*, 525-548.
- Hausmann R., Rodrik D., Velasco A. (2006), Etablir le bon diagnostic, *Finance & Développement*, 12-15.
- Hayek von F. (1952, traduction 1953), *Scientisme et sciences sociales*, Plon.
- Hirschman A. (1958), *The strategy of economic development*, Yale University Press.
- Huillery E. (2009), History matters: the long term impact of colonial public investments in French West Africa, *Working Paper PSE*.
- Huillery E. (2010), The impact of European settlement within French West Africa: Did pre-colonial prosperous areas fall behind ?, *Journal of African Economies*, 1-49.
- Jacquemet N. (2007), Corruption as Betrayal: Experimental Evidence, *Working paper*.
- Jatteau A. (2012), About the randomistas, contribution colloque AFEP.
- Kanbur R. (ed.) (2005), New Directions in Development Economics : Theory or Empirics ? *Economic and Political Weekly*.
- Kaufmann D, Kraay A., Zoidon-Lobaton P. (1999), Governance Matters, *PRWP 2196*, World bank.

- Knack S., Keefer P. (1997), Does social capital have an economic payoff ? A cross-country investigation, *Quartely Journal of Economics*, 1251-1288.
- Koopmans T. (1947), Measurement without theory, *Review of Economics and Statistics*, 161-172.
- Krueger A. (1998), Wither the world Bank and the IMF ?, *Journal of Economic Litterature*, 1983-2020.
- Krugman P. (1994), The fall and rise of development economics, *MIT WP*.
- Labrousse A. (2010), Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement, *Revue de la Régulation*, 7.
- Labrousse A. (2011), Les expérimentations aléatoires du J-PAL. De l'evidence based médecine à l'evidence based policy ? Retour sur un transfert de technologie, journée d'Etude RTC, Lyon.
- Labrousse A. (2012), Comparing development analysis by E. Ostrom and E. Duflo from a methodological standpoint, contribution colloque AFEP.
- Lascoumes P., Le Galès P. (2004), *Gouverner par les instruments*, Presses de Sciences Po.
- Laurent C, et al. (2009), Pourquoi s'intéresser à la notion d'evidence-based policy ?, *Tiers Monde*, 200, 853-873.
- Lautier B. (2002), Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté, *Tiers Monde*, 169, 137-165.
- Leamer E (2010), Tantalus on the road to asymptopia, *Journal of Economics Perspectives*, 31-46.
- Mahieu F.-R. (2012), La résilience : une éthique de la souffrance, *Miméo*.
- Mauro P. (1995), Corruption and growth, *Quartely Journal of Economics*, 681-712.
- Mc Closkey D. (1983, traduction 2004), La rhétorique des sciences économiques, in L. Frobert, *Si vous êtes si malin*, Paris, ENS Ed.
- Mongin P. (2009), Analytical Narrative, *Cahier de Recherche*, IHPST.
- Mookherjee D. (2005), Is there too little theory in development economics, in R. Kanbur (éd.), 3-13.
- Musgrave R. (1957), A multiple theory of budget determination, *Finanzarchiv*, 333-343.
- Myrdal G. (1957), *Economic theory and underdeveloped regions*, Univ. paperbacks, Methusen.
- Naudet J-D. (2012), Evaluation d'impact : un outil de redevabilité ? L'AFD tire les leçons de l'expérience, in Agence Française de Développement et European Development Network

(2012), 9^e conférence AFD/EUDN, Malaise dans l'évaluation : quelles leçons tirer de l'expérience du développement ?, Paris, 26 mars 2012.

North D. (1990), *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge University Press.

North D., Wallis J., Weingast B. (2009, traduction 2010), *Violence et Ordre Sociaux*, NRF Gallimard.

Oakley A. (1998), Experimentation and social interventions : a forgotten but important history, *BMJ*, 1239-1242.

Olivier de Sardan J.-P. (2013), Introduction, document de travail pour un livre à paraître

Olken B. (2007), Measuring corruption : evidence from a field experiment in Indonesia, *Journal of Political Economy*, 200-249.

Olken B., Baron (2009), The simple economics of extortion : evidence from tracking in Aceh, *Journal of Political Economy*, 417-452.

Olson M. (1996), Big bills left on the sidewalk: why some nation are rich and others poor ?, *Journal of Economic Perspectives*, 3-24.

Ostrom E. (1990), *Governing the Commons : the Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge University Press.

Passeron J.-C., Revel J. (2005), Penser par cas. Raisonner à partir de singularités, in Passeron J.-C., Revel J., *Penser par Cas*, Ed. EHESS, 9-44.

Quentin A., Guerin I. (2013), La randomisation à l'épreuve du terrain : l'exemple du projet de microassurance SKY au Cambodge, *Tiers Monde*, 213, 179-200.

Ravaillon M. (2008a), Should the randomistas Rule ?, *World Bank draft*.

Ravaillon M. (2008b), Evaluation in the Practice of development, *PRWP 4547*, World Bank.

Rodrik D. (2003), *In search of prosperity : analytic narratives on economic growth*, Princeton University Press.

Rodrik D. (2006), Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion, *Journal of Economic Literature*, 973-987.

Rodrik D. (2008), The new development economics: we shall experiment, bur how shall we learn ? *Draft*.

Rodrik D. (2010), Diagnostics before Prescription, *Journal of Economic Perspectives*, 33-44.

Rosat J.-J. (2009), Le constructivisme comme outil de pouvoir aux mains des intellectuels, *Agone*, 41-42, 245-259.

- Rose-Akerman S. (1978), *Corruption : a study in political economy*, Academic Press.
- Sachs J. (2005), *The End of Poverty : Economic Possibilities*, Penguin Press.
- Saint Paul G. (2012), Liberté et Société post-utilitariste, *Working Paper Series*, 745, Institut d'Economie Industrielle, Toulouse.
- Salama P. (2012), *Les Economies Emergentes Latino-américaines*, Armand Colin.
- Sen A. (1993), *Ethique Economique*, Presses Universitaires de France.
- Sims C. (2010), But economics is not an empirical science, *Journal of Economic Perspectives*, 59-68.
- Sindzingre A. Milleli C. (2010), The uncertain Relationship between corruption and growth in developing countries. The threshold effects and state effectiveness, *Document de travail Economix*, 10.
- Stiglitz J. (2001), Development thinking at the millenium, *Annual Bank Conference on development Economic*, 2000, World bank, 13-38.
- Williamson O. (2000), The NEI. Taking stock, looking ahead, *Journal of Economic Litterature*, 595-613.
- Wolfelsperger A. (1995), *Economie Publique*, PUF.

cemotev

Centre d'Etudes sur la Mondialisation, les Conflits, les Territoires et les Vulnérabilités

Cahiers du CEMOTEV déjà parus :

- Virginie Coudert, Cécile Couharde, Valérie Mignon, « Exchange Rate Flexibility across Financial Crises »
- Camille Fertel, François Régis Mahieu, « L'insoutenabilité sociale du développement durable ? »
- Géraldine Froger (Dir.), « La mesure des effets des formes de tourisme responsable dans différents territoires »
- Arnoldo Pirela, Didier Ramousse, « Etude sur la dynamique énergétique de l'Amérique du Sud : le cas de la Colombie »
- Cécile Couharde, Vincent Geronimi, Elodie Maitre d'Hotel, Armand Taranco, « Genuine saving trajectory and vulnerability: The example of New-Caledonia »
- Jean Cartier-Bresson, « L'agenda de la gouvernance »
- Laurent Dalmas, Vincent Geronimi, Jean-François Noël, Jessy Tsang King Sang, « Les défis de l'évaluation économique du patrimoine urbain des pays en développement / The challenges of economic evaluation of urban heritage in developing countries » (numéro double français/anglais)
- Rémi Generoso, « Transferts de fonds et résilience des pays d'Afrique de l'Ouest face à la variabilité des précipitations : une perspective macroéconomique »

Prochain Cahier du CEMOTEV :

- Natalia Zugravu, « Trade and Sustainable Development: Should transition countries open their markets to environmental goods? »

